Rédaction - Administration : 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Tél: 808 00 80 à 84 Télex: PRENO A 211 628 F

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle). Directeur de la publication : Alain Bobbio. Numéro de la commission paritaire : 46 722 Imprimé par Rotographie.

FORES G

JEUDI 17 SEPTEMBRE 1976

Belgique 15 FB Portugal : 15 ESC Grèce : 20 DR

Suede: 2,25 KR Italie: 300 L Suisse: 1 FS

EUZKADI

Après trois jours de la grève générale la plus dure, les 80 000 grévistes de Biscaye ont repris le travail ce matin

De notre envoyée spéciale

Plus de 80 000 grévistes on poursuivi leur mouvement, mercredi matin dans la zone industrielle de Bilbao. Dans la matinée, après des AG dans toutes les usines trois grandes AG de zones se sont tenues en fin de matinée à Basauri, à Erandio sur la rive droite du Nervion et à Sestao sur la rive gauche. Ces assemblées avaient été autorisées la veille par le gouverneur. A Basauri, la municipalité s'était même vu contrainte d'installer des micros et des hauts-parleurs dans la piscine où avait lieu l'AG. La participation à ces AG a été massive : 5 000 ouvriers à Erandio, 15 000 à Basauri et 60 000 aux Hauts-Fourneaux de Sestao. Trois points étaient à l'ordre du jour des AG: après une minute de silence, les grévistes ont entendu les comptes rendus des commissions

élues la veille, l'une pour rencontrer le gouverneur ; après avoir autorisé la tenue des AG, le gouverneur s'est engagé à faire libérer les ouvriers arrêtés ces derniers jours. L'autre commission rapportait sur le projet de manifeste qu'elle devait rédiger A Basauri, le manifeste a été approuvé à l'unanimité. Ensuite chaque délégué fit un compte rendu des AG de boîte. Enfin, s'est engagé le débat général sur la suite du mouvement. Il a été décidé de reprendre le travail ce matin, jeudi, devant la situation d'isolement de la grève, limitée à la Biscaye. Mais l'engagement a été pris de relancer la lutte si des arrestations étaient opérées ou s'il y avait de nouveaux blessés. Pour l'heure, la police a interdit aux médecins de la Croix Rouge de donner des informations sur l'état des blessés par balles de lundi.

Goria Abertzala

C'est mercredi matin que j'ai pu rencontrer les délégués de Basauri de la coordination des usines en grève. Dans les rues de nouveau calmes de Basauri, des groupes de 40-50 ouvriers discutent de la situation. Tous les commerces, les cafés sont fermés. Pourtant l'un des bars relève son rideau et nous fait entrer pour réaliser l'interview, avant de refermer à nouveau.

Austérité Sécurité Sociale super-impôt

UNE RIPOSTE UNIE EST NECESSAIRE

- Séguy annonce une action « d'ampleur nationale »
- Il laisse la porte encore ouverte à une action unitaire, mais précise que sinon, la CGT agira seule

De nombreux militants CGT avaient été décus du discours prononcé à St Ouen par Georges Séguy, lors de la traditionnelle réunion de rentrée des syndicalistes CGT. Face à un pouvoir qui affirme vouloir imposer un « plan d'austérité » sur le dos des travailleurs, chacun attendait des propositions de lutte. Or ce qui avait marqué la rentrée syndicale, en plus de la division CGT-CFDT, c'était le manque de perspective.

Dans ce contexte, le discours prononcé par G Séguy lors de l'inauguration des nouveaux locaux du syndicat des agents de la direction générale des impôts prend toute son importance. C'est ainsi qu'on a appris que la CGT a décidé d'organiser « une vaste action d'ampleur nationale interprofessionnelle avant que l'Assemblée nationale n'ait à se déterminer sur le plan d'austérité du pouvoir.»

G. Séguy a également annoncé

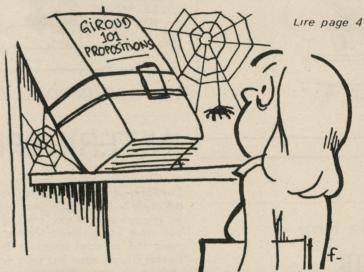
« qu'en toute hypothèse, la commission éxécutive de la CGT se réunira extraordinairement le 23 septembre pour préciser la date et les modalités de cette action » dont le principal thème sera la défense et la progression du pouvoir d'achat et, « dans ce cadre, la lutte contre le super-impôt sècheresse sur les salaires.»

Cette journée sera aussi placée le signe de la lutte « pour une réforme démocratique de la fiscalité », « pour l'augmentation du SMIC à 2 000 F.» « Toutes les portes sont ouvertes aux discussions pouvant avoir encore lieu avec les organisations syndicales.» Puis le secrétaire général de la CGT est revenu sur les raisons de l'échec de la rencontre avec la CFDT de lundi : « S'il n' y a pas eu accord, c'est que la CFDT ne voulait absolument pas faire figurer dans le programme des revendications la lutte contre le super-impôt.»

Puis Séguy a affirmé « qu'il serait paradoxal que sur un tel sujet, nous ne puissions réaliser l'unité d'action. Dans les prochains jours, d'ailleurs, nous allons rencontrer la FEN.»

Hier soir, la CFDT se déclarait opposée à la politique anti—sociale du gouvernement sur la Sécurité sociale. Elle ajoutait que « Sur les problèmes d'ensemble de l'action revendicative » elle ferait connaître prochainement ses propositions

NOUVELLE DELEGUEE A LA CONDITION FEMININE



Demain, interview d'Urban Karlsonn membre du Bureau Politique du PC suédois

Lire page 2

Exclusif

UN DAZIBAO
ANTIBUREAUCRATIQUE
AFFICHE EN 1974
A PEKIN ET CANTON

Nous publions aujourd'hui les extraits d'un très long dazibao affiché en novembre 1974 dans la rue de Pékin à Canton.

Ce dazibao, composé de 77 affiches collées les unes à côté des autres attirèrent une foule si considérable qu'il fallut ce jour-là détourner les autobus de leur itinéraire pour éviter l'encombrement.

De nombreux lecteurs recopièrent le texte jusque très tard la nuit à la lueur des bougies. Rapidement, ce document se diffusa en Chine continentale et même en dehors des frontières.

L'affiche était signée Li Yizhe, pseudonyme commun de trois jeunes cantonnais dont l'élément dirigeant était Li Cheng-Tien, élément très actif pendant la révolution culturelle. Il fut renvoyé de plusieurs emplois pour avoir diffusé des idées n'ayant pas l'aval des autorités maoistes.

Le premier projet fut terminé en septembre 1973. A cause du repport de la IV° Assemblée du peuple, et des critiques de quelques « amis révolutionnaires », la version finale ne fut terminée qu'en novembre 1974, comportant apparemment de nombreuses modifications et une préface plus longue que le texte lui-même. Ce sont des extraits de cette préface que nous publions aujourd'hui. Nous

publierons demain des extraits du texte lui-même

Perplexes devant la richesse politique inacoutumée d'un tel document, les autorités de Canton en référant au comité central du PC pour trancher sur sa validité. Le document revint à Canton avec le verdict du vice premier ministre, Li Hsien-Nien lui-même: « Réactionnaire de bout en bout, vicieux et pernicieux à l'extrême »

La police politique arrêté les trois « réactionnaires » qui furent trainés dans des « meetings de masse » dans les entreprises pour « être critiqués », c'est à dire subir les insultes, agenouillés devant la foule. D'après certaines informations, après la capitulation « autocritique » des compagnons de Li Cheng-Tien, ce dernier réussit dans certains meetings à rallier une partie des travailleurs présents à ces positions. Depuis, nous sommes sans nouvelle de Li Cheng-Tien.

Mias l'affiche avait fait une si grande sensation et provoqué tant de dégats qu'une simple autocritique était insuffisante. Une affiche orthodoxe de réponse fut donc affichée à Canton sous le pseudonyme de Hsuan Chi-Wen. Selon des sources bien informées, elle fut réalisée par le département de propagande du CC du PCC.

Lire page 12

ESPAGNE

125 000 manifestants à Madrid contre le prix du pain

LE PAIN ET LA LIBERTE

125 000 personnes ont manifesté mardi soir dans le quartier populaire de Moratalaz à Madrid pour protester contre les hausses et le prix du pain. La manifestation était préparée depuis plus de quinze jours par la Fédération des associations de voisins, qui regroupe sur la capitale une quarantaine d'associations de voisins. La police avait établi un important dispositif, mais les « grises », les gardes civils et la brigade anti-émeutes ne sont pas intervenus tout au long de cette manifestation et même lors de sa dispersion quand de petits groupes entreprirent de briser plusieurs vitrines et commencèrent à lancer des pierres sur les forces de l'ordre. Cette initiative autorisée par le gouverneur civil de la capitale, a dépassé son objectif premier de protestation contre les seules hausses du coût de la vie : quelques drapeaux républicains brandis, les slogans sur «l'amnistie» et la « liberté » ont fait de cette manifestation la première manifestation de rue à Madrid de l'opposition.

Mais la lutte contre le prix du pain est depuis la fin de ce mois

d'août au centre des préoccupations sociales des travailleurs de la capitale. Il faut comprendre que la structure corporatiste des branches de l'éconorie espagnole, qui intègrent verticalement fournisseurs, industriels et commerçants, favorise à l'extrème la formation de cartels et d'ententes entre les patronsproducteurs pour augmenter ou ne pas baisser les prix. Et à Madrid, le comportement des entreprises de fabrication industrielle du pain, ainsi que leurs fournisseurs des minoteries s'apparente à celui d'une véritable « mafia », à la tête d'un juteux rackett. Le jeu a duré jusqu'au moment où une entreprise, la« Pancasa », pour accroitre sa pénétration dans les quartiers populaires, là, où se trouve l'essentiel du marché a décidé de ne pas suivre les hausses de prix du pain d'août. La réaction ne s'est pas fait attendre. Et fin août les minotiers entamaient son boycott en refusant de lui fournir la farine nécessaire. Le prétexte avancé : « La Pancasa nous doit de l'argent ». En fait, ces six minoteries refusaient dorénavant d'accorder les conditions de paiement à 90 et 120-

jours, normales dans cette industrie. Mais tandis que le patronat de la Pancasa va trouver des appuis financières auprès des secteurs bancaires décidés à liquider au plus vite les sequelles corporatristes du capitalisme espagnol, les associations de voisins réagissent en mettant en place un réseau directe de vente du « pain bon marché » pour boycotter la « mafia du pain », et montrer, dans la pratique qu'aucune hausse des prix n'a un caractère inéluctable, contre laquelle les travailleurs n'ont pas de moyen de riposte. Depuis quinze jours la mobilisation s'est continuellement amplifiée, passant de la vente locale à la tenue de petites manifestations de quartiers pour enfin aboutir a la manifestation gigantesque de mardi. Mais les associations de voisins n'entendent pas en rester à ce premier succès. Déjà ils engagent la bataille contre le monopole des libraires et des directeurs de collèges pour la vente des livres scolaires et pourraient très vite passer des accords directs avec éditeurs pour vendre euxmêmes, avec 30 % de remise les livres, qui forment la part dominante des budgets rentrée scolaire dans les familles populaires

Michel Rovère



La conférence des 77 à Mexico

IN(TER)DEPENDANCE

Ouverte lundi matin à Mexico, la

Conférence des 77 ne devrait en principe, pas

défrayer la chronique. Nombre de participants

(Suite de la page 1)

Interview d'un délégué de la coordination des usines en grève de Basauri

Comment a été créée la coordination des usines en grève?

C'est au moment de Vitoria et de la grève générale de mars que s'est constituée cette coordination des usines en grève. Après, la coordination s'est maintenue, plus ou moins, pour centraliser et coordonner les initiatives.

Pendant ces derniers trois jours de grève générale, les délégués qui participent à cette coordination étaient élus chaque matin par les assemblées générales d'usine. Parmi eux, il v a des cadres du mouvement syndical, mais aussi des travailleurs qui n'exercent pas de responsabilités en temps ordinaire.

Comment se sont passés les trois jours de grève générale à Basauri?

Lundi matin, la grève était générale dans la zone. Aussi bien dans les grosses boîtes, qui ont une tradition de luttes dures comme Firestone, Etcheverria et Bandas que dans les usines plus petites. A 11h du matin, une assemblée générale des grévistes s'est tenue à Campa de Iridarri, puis nous sommes partis en manifestation. Nous étions environ 8 000. L'affrontement avec la police a été très dur et plusieurs travailleurs ont été blessés par balles. L'après-midi de lundi, nous avons tenu une nouvelle AG et là encore, nous sommes partis en manifestation. Les affrontements avec la police ont été encore plus violents. Avec des voitures et du matériel de chantier, des barricades ont été construites. Les affrontements ont duré jusqu'à 22h. A cette heure là les flics se sont repliés et ont quitté le quartier.

Mardi matin, la grève a été reconduite et à l'AG qui s'est tenue en fin de matinée, les mots d'ordre « démission du gouverneur! » et « dissolution des répressifs! » ont été adoptés. Une délégation a été désignée pour se rendre auprès du gouverneur et exiger l'autorisation des AG. Celle du mardi matin, où il y avait 8 000 gars, était protégée par des barricades de voitures. Alors qu'il faut 6 jours de préavis pour une autorisation de réunion, le gouverneur a donné les autorisations pour la tenue des AG le mercredi aprèsmidi et pour le mercredi matin dans les trois zones. A cette AG du mardi après-midi de Basauri, il y avait 20 000 personnes, on est ensuite parti en manif. Un drapeau basque a été accroché au balcon de la mairie. Lees mots d'ordre étaient « amtotale! », nistie « plus

Puis d'assassinats » cortège s'est rendu devant la maison de l'ouvrier qui a été tué en mars dernier et a chanté « l'Euzko Vetari », l'hymne national basque.

Quel est le bilan que vous tirez

Cette grève représente, au moins pour la zone de Basauri, un énorme pas en avant. D'abord au niveau des mots d'ordre, de « dissolution des corps répressifs » et de « démission du gouverneur » qui ont été adoptés pour la première fois par les AG. Ensuite au niveau de l'auto-défense des manifestations; enfin cette grève a été un succès, par la participation des petites usines au mouvement. C'est la première fois que certains vieux travailleurs venaient aux manifs.

ITALIE

Nouveau tremblement de terre

ALLEZ PLANTER VOS TENTES HORS DU FRIOUL

l'échelle Mercalli qui en compte a une fois de plus réveillé les brutalement populations sinistrées du Frioul à 5h 15 mercredi matin. L'amplitude de cette secousse est comparable à celle du séisme qui a dévasté la région le 6 mai dernier. Toute la journée, la terre a continué de trembler au rythme d'une secousse d'amplitude moyenne toutes les trois minutes.

Il ne restait cependant pas grand chose à détruire. Déjà samedi dernier, une autre secousse avait complètement ruiné les quatre mois d'efforts de « reconstruction » — disons plutôt de déblaiement - et la région avait repris l'allure qu'elle avait au lendemain du premier tremblement de terre. Tout n'était que ruines...

Incapable de mettre au point un système efficace de prévision des secousses, le gouvernement avait décrété l'état d'urgence

Une secousse tellurique de dans toute la région du Frioul. forte amplitude — 9 degrés sur Une mesure minimum qui a tout de même permis d'éviter que la nouvelle secousse ne fasse plus de victimes. A l'heure actuelle on ne dénombre que cinq morts, dont l'un victime d'un infarctus provoqué par la peur.

> La situation n'en demeure pas moins extrêmement préoccupante. Loin de s'atténuer, les secousses ne font qu'augmenter, en nombre comme en intensité. 60 000 réfugiés sont toujours scandaleusement logés dans des camps de tentes qui risquent bientôt d'être submergés sous la Aussi envisage-t-on neige. désormais sérieusement de procéder à l'évacuation totale des sinistrés vers une zone non dangereuse, en attendant que la région soit reconstruite. Le moins qu'on puisse dire c'est que les habitants du Frioul risquent d'attendre longtemps le jour où ils pourront retourner dans leur pays : le programme de construction de bâtiment pré-fabriqués vient à peine d'être entamé.

au groupe des 77 qui, contrairement à ce que son nom peut laisser croire, ne sont pas 77 mais 113, se sont en effet dispensés d'y participer (ils ne sont pas plus de 70) ou n'ont envoyé que des délégations restreintes. A priori pourtant, l'ordre du jour avait de quoi séduire... N'est-il pas pour l'essentiel con-Les projets proposés sont treprises communes dans les sec- n'a pas les moyens» ou « que ces d'ailleurs fort variés. Dans le teurs de l'industrie, de l'agriculture projets sont beaux, nobles et

Conférence propose la création de plusieurs organismes financiers propres au tiers-monde, tels qu'une Banque commerciale des pays en voie de développement, une institution financière commune, calquée sur le modèle du Fonds monétaire international, un Fonds de solidarité pour le développement économique et social, etc...

Au niveau de la coopération commerciale, la conférence prévoit l'établissement d'accords tarifaires préférentiels aux niveaux sous régional, régional et inter-régional, création d'entreprises multinationales de commercialisation, d'une chambre de commerce du Tiers-Monde, d'une Bourse de marchandises, etc...

Toutes les autres propositions vont dans le même sens comme en ce qui concerne les matières premières, la création de nouvelles associations de matières premières sur le modèle de l'OPEP - et le renforcement de celles qui existent dèjà, ou bien la création d'en-

domaine monétaire et financier, la et de la pêche, ou bien encore la généreux mais utopistes » etc.. création d'entreprises de transports maritimes et aérien au niveau régional et inter-régional pour concurrencer celles des pays indus-

> Tout cela bien sûr est bien trop beau pour être vrai. Et nombre de ces propositions ne verront peutêtre jamais le jour ou resteront lettre morte. Malgré le désir d'un certain nombre de participants « d'éviter la présence indésirable des pays développés afin d'empêcher toute interférence dans les efforts entrepris par les pays en voie de développement pour assurer leur indépendance à travers une autonomie collective », il est évident que nombre des interventions prévues ne feront que ressasser les leçons que leurs « protecteurs » auront pris soin, à grands coups de dollars, de deutch marks, de yens ou de francs, de leur apprendre. Et l'on entendra sans aucun doute, d'ici au 21 septembre, certains des intervenants proclamer « qu'il est encore trop tôt » « qu'on

se décider à ne compter que sur eux-mêmes.

sacré à la « coopération des pays en voie de

développement »? Ce que tous les orateurs se

sont accordés à nommer « l'autonomie collec-

tive du Tiers-Monde ». A l'heure où les

négociations avec les pays industrialisés pour

la réforme du système économique mondial

se trouvent dans une sombre impasse, on

aurait pu croire que les pays du Tiers Monde,

faute de compter sur les autres, allaient enfin

Il est cependant plus probable que certaines des propositions seront effectivement appliquées. Mais alors elles seront loin d'être chargées du contenu que s'efforcent de leur donner certains des participants. Et au bout du compte la plupart des nouvelles structures mises en place ne serviront qu'à renforcer le poids du système économique et social existant dans lequel d'ailleurs elles s'inscrivent parfaitement pour le plus grand plaisir des puissances capitalistes et de l'impérialisme. Comment en effet pourrait-il en être autrement? Ce ne sont certes pas les pays du quartmonde (tous les pays sous développés qui ne bénéficient pas de l'appoint en devises que procurent les matières premières stratégiques en quantité importante) qui pourront demain contrôler les différents organismes mis en place. Quant aux autres pays, leur avenir est structurellement lié à celui des puissances occidentales.

J.T.

Afrique du Sud

LA GREVE ATTEINT LE CAP

Les échanges de vues en tre Smith (Rhodésie) et Vorster (Afrique du Sud) qualifiés de « francs sur toute la ligne », se sont conclus par un échec, vu le mutisme total observé par les deux chefs d'Etat. Pendant ce temps, la venue de Kissinger à Dar Es Salaam (Tanzanie) a été marqué par des manifestations à l'aéroport de Dar Es Salaam et devant l'hotel Kilimandjaro où était descendu le secrétaire d'Etat. Mais ce cache-cache diplomatique continue d'être éclipsé par la grève générale qui se poursuit en Afrique du Sud.



Police et milice sud-africaine (AP)

Les infirmières du Pr Barnard en grève

La grève s'est poursuivi hier dans la région de Johannesburg avec le même important taux de participation. Mais, pour ce troisième jour, les travailleurs métis de la région du Cap se sont joints au mouvement lancé par les étudiants de Sowweto. En effet, la majorité des 200 000 travailleurs du Cap ne se sont pas rendus sur leurs lieux de travail, et la grève affecte les docks du port, l'industrie du bâtiment, la distribution des denrées de première nécessité et les grandes entreprises de la région. A l'hôpital Groo-Te-Schure, les services du professeur Barnard sont paralysés par l'absence d'infirmières. En outre, la police craint de graves évènements d'ici la fin de la semaine. En effet, depuis plusieurs semaines, la région du Cap est le théâtre d'une révolte des métis contre l'apartheid durement réprimée par les bri-

gades anti-émeutes qui ont officiellement assassiné par balles quarante personnes.

Face à la grève, c'est toujours la logique criminelle des racistes qui prévaut : réprimer, arrêter, tirer à vue. Seize personnes ont trouvé la mort à Soweto pour les deux premiers jours de grève selon le journal africain World. A Kwa Mashu, cité africaine de Durban, deux cent écoliers ont été interpellés. A New-Brighton, 500 autres ont été arrêtés. A Port Elizabeth, 250 écoliers sont passés en procès et condamnés à être rossés à coups de bâtons. Mais c'est à Alexandra, seconde cité dortoir de Johannesburg qui ne compte pas moins de 60.000 africains, que les opérations dites de « nettoyage » ont pris le plus d'ampleur. Maison par maison, des quartiers enriers ont été fouillés et plus d'un millier de noirs ont été arrêtés.

Les délices de la rhétorique raciste...

Pendant que les grévistes noirs et métis poursuivent leur mouvement de grève, exigeant la libération des quelques 300 leaders d'organisations noires arrêtés depuis juin, et l'abolition des lois d'apartheid... les racistes font du beau langage.

Ainsi Commie Mulder, ministre sud-africain de l'information suggère d'appeler « démocratie pluraliste » la politique de développement séparé des races (apartheid). Pour lui, la notion de « développement séparé » avait une « connation négative ». Nul doute qu'en continuant à vivre entre des barbelés, des chiens policiers et des insultes racistes, les noirs nantis de la notion de « démocratie pluraliste ou pluri-raciale est une expression à utiliser sur le plan international » a ajouté Mulder. Ceci dit les noirs et les métis ne « doivent pas pousser les blancs trop loin ». Que diable! Ils vont vivre désormais sous le régime de « démocratie pluraliste » et ils continuent à revendiquer ? Mulder ajoute par ailleurs dans un aveu tripal qu'ils ne doivent pas trop demander aux blancs car « la patience d'une personne normale a des limites »... D'un côté il y a les personnes « normales », de l'autre les chiens auxquels on jette des os, c'est bien connu! Des chiens pourtant de plus en plus difficiles à apprivoiser, n'est-ce pas Mulder?

ETATS-UNIS

GREVE CHEZ FORD... GREVE CONTRE FORD?

Le président du Syndicat des ouvriers de l'automobile (United auto Workers), Leonard Woodcock, a décrêté mardi une grève dans toutes les usines de la société Ford aux Etats Unis. L'ordre de grève, qui était attendu depuis l'échec des négociations de dernière heure entre Ford et l'UAW lundi soir, a été donné six heures avant l'expiration de la convention collective. Il est entré en vigueur mercredi à la première heure, et touche les 170 000 ouvriers de l'entreprise.

la fin du conflit entre les travailleurs du caoutchouc et les quatre « grands » de ce secteur, Firestone, Goodyears, Uniroyal et Goodrich, qui avait duré près de quatre mois, l'industrie automobile se trouve donc une nouvelle fois confrontée à un mouvement de grève qui pourrait cette fois, avoir de sérieuses répercussions tant sur la scène politique que sur la situation économique.

Les négociations pour le renouvellement des conventions collectives de l'industrie automobile avaient commencé il y a près de deux mois à Detroit. L'UAW n'avait pas présenté de revendications spécifiques; ni en matière de salaires, ni dans le domaine de la réduction de travail, qui est l'un des objectifs syndicaux cette année. La direction de Ford avait proposé des aménagements d'un coût global de 1 milliard de dollars (moins de 5 milliard de francs) en trois ans, chiffre que les syndicats ont jugé insuffisant en les comparant aux bénéfices records de Ford au cours

Quelques semaines à peine après du premier semestre (77 millions de dollars, soit 3,8 milliards de francs) soit une augmentation de 400%!

Bien que localisé à la seule société Ford, le conflit concerne en l'ensemble de l'industrie automobile. Depuis de nombreuses années, les syndicats ont pris l'habitude de choisir à chaque fois une entreprise différente avec laquelle elle mène les négociations et, au besoin, entre en conflit ouvert. Cette attitude, selon eux. leur permet de mobiliser l'ensemble du fond de grève du syndicat en faveur des grévistes qui bénéficient ainsi d'un soutien plus efficace... En 1967 l'UAW avait pu mener de cette fac on un conflit de 48 jours, contre Ford, avec un fond de 58 millions de dollars et delui de 1970, contre la General Motors fut prolongé pendant sept semaines. Il avait coûté au syndicat près de 160 millions de dollars. La caisse du syndicat qui est cette année de 175 millions de dollars, pourrait permettre aux grévistes de tenir seize ou dix-sept semaines.



Il est pratiquement certain que l'ordre de grève n'a pas été pris uniquement en fonction de considérants « syndicaux », mais aussi (et peut etre surtout) en fonction de la situation pré-électorale. L'UAW a depuis longtemps -bien avant l'AFL-CIO dont elle ne fait plus partie, et bien avant la convention du Parti Démocrate- accordé son soutien au candidat du parti démocrate : Jimmy Carter, Tout, jusqu'au choix de la société Ford, dont le nom ne peut pas manquer d'évoquer auprès de l'électorat américain le Président. laisse à penser que le choix d'un affrontement sur ce terrain où, aux yeux de l'opinion, le Président Ford est en situation de faiblesse, a été téléguidé par le Parti Démocrate. Celui-ci en effet ne peut pas manquer de trouver là une excellente machine de guerre pour dénoncer la «politique sociale» de l'administration Ford, incapable de préserver l'emploi (il y a actuellement plus de 60 000 chômeurs dans l'industrie automobile) dans un secteur considéré pourtant, comme le moteur de l'économie américaine.

Le plus étrange dans cette histoire, c'est que Ford, le directeur de la société du même nom, a été l'un des premiers patrons à apporter son soutien à Jimmy Carter. Allez donc vous y retrouver.

Julien Tonnac

TCHECOSLOVAQUIE

MINISTRES LIMOGES

La session du Comité Central du sentir dans l'élevage trouvent leur Parti Communiste Tchécoslovaque, ouverte le 13 septembre a connu hier son premier résultat dans le limogeage de trois ministres importants: Jan Gregor et Frantisek Hamouz étaient chargés -sans autres précisions- de certaines branches économiques, probablement la métallurgie. Bohuslav Vecera était ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Alors que l'année dernière les récoltes avaient été particulièrement bonnes, la sécheresse cette année a conjugué ses effets avec la mauvaise gestion traditionnelle. Les difficultés qui se font par ailleurs

TOURISME SUD AFRICAIN

Reitz, directeur général du tourisme sud-africair France. Reçu le 15 septembre par Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, il sera le 16 à la DATAR, le 17 à la mission Aquitaine, le 20/21 à Chambéry, les 22/23 dans les stations balnéaires du Languedoc-Roussillon. Un périple qui s'effectue dans le plus grand secret. Le comité anti-outspan (COCIAA-CAO) demande que soit annulé immédiatement ce voyage. Il prend des contacts avec les organisations syndicales pour que soit organisée une riposte adéquate.

source dans les directives du plan lui-même. La Tchécoslovaquie qui avait décidé de subvenir à ses besoins en matière de céréales a ensemencé de nombreuses prairies, d'où un rendement en viande plus faible qu'à l'ordinaire. Le résultat ne s'est pas fait attendre : l'été dernier Prague, pourtant relativement bien approvisionnée par rapport aux villes de province, manquait de viande et de longues files se formaient devant les boucheries.

Dans l'industrie, les lenteurs et la routine bureaucratique ont retardé la réalisation des investissements. Pire, ces investissements décidés il y a plusieurs années, alors que la Tchécoslovaquie pensait pouvoir toucher des marchés que la crise capitaliste internationale lui ferme aujourd'hui, risquent de se révéler non rentables.

Le Comité Central peut mettre à pied trois ministres, on voit mal comment il redressera une situation dont les difficultés sont structurelles. Ce qui fait problème aujourd'hui, comme à la veille du « Printemps de Prague », c'est l'inertie d'une société dont toute l'initiative a été bannie par l'ampleur de la répression après 1968 et par la promotion de bureaucrates incapables à tous les postes de direction.

CHILI **LUIS CORVALAN PARLE DEPUIS SON** CAMP DE CON-CENTRATION

c'est après plusieurs tentatives et un délai de reflexion des autorités du camp, que le Maire Communiste de Naples, Valenzi, a pu entrer en conversation télép-honique avec Luis Corvalan, le secrétaire Général du Parti Communiste Chilien. Ce dernier, arrêté après le coup d'Etat du 11 septembre est depuis détenu dans le camp de « Tres Alamos » près de Santiago. Nous reproduisons cidessous des extrait de cet entretien paru intégralement dansl'Unita et renouvellons notre solidarité avec Luis Corvalan et tous les prisonniers politiques chiliens.

« Oui, ici Corvalan », commence à dire le prisonnier après les présentations. « Je vais bien. J'essaie du guérir les maladies de l'âge, car je n'ai pas l'intention de faire de vieux os ici. Je te demande de saluer Enrico (Berlinguer), Luigi (Longo), Giancarlo (Pajeta), et aussi Zaccagnini (le secrétaire de la Démocratie Chrétienne). Remercie aussi tous les amis de tout ce qu'ils font pour nous!»

Valenzi: « Nous ferons de notre nieux, pour obtenir ta libération et celle de tous les autres camarades. »

Corvalan: « Mes voeux à tous pour l'avenir. A tous (les italiens) merci beaucoup et un abrazzo.

Communiqué de Révolution !

Samedi 18 septembre, tout le peuple chinois rendra à son grand dirigeant, le camarade Mao Tse-Toung, un ultime hommage. C'est pourquoi OC Révolution et l'OC GOP appellent les travailleurs à se rassembler nombreux, samedi 18 septembre, à 15 H devant l'ambassade de la République populaire de Chine pour rendre un dernier hommage à celui dont le nom restera indissociable de la lutte pour le communisme.

Rendez-vous à 15 H, metro Alma-Marceau

le conseil des ministres

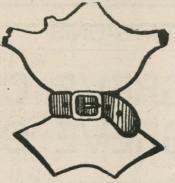
ENCORE 6 JOURS DE SILENCE...

n'a pris aucune décision concernant le déficit de la Sécurité sociale. Les mesures envisagées ne seront connues qu'avec l'ensemble du plan anti-inflation, la semaine prochaine. Giscard a déclaré, à ce sujet : « Ce dont l'économie française a besoin, ce n'est pas d'un catalogue de mesures, mais d'une politique d'ensemble. Pour réussir, cette politique doit répondre à trois conditions : désigner clairement l'objectif, qui est la lutte prioritaire contre l'inflation, tout en préservant l'emploi ; être simple, de façon à être comprise par tous; répartir équitablement les

Le conseil des ministres d'hier efforts afin de maintenir la cohésion sociale. Ce sont les règles du succès »

> Un conseil restreint se réunira demain à l'Elysée pour examiner le dispositif de lutte contre l'inflation. Participeront à cette réunion, Giscard, Barre, Durafour, Beullac, et Bonnet. Mais ce n'est que mercredi prochain, à l'issue du conseil des ministres, que sera définitivement rendu public l'ensemble du plan d'austérité.

> Le quotidien « Le Monde » estime que celui-ci comporterait un volet fiscal - avec un doublement de la vignette automobile. et une majoration de 5 % de l'im-



pôt sur le revenu à partir de 5 000 F. d'impôt payé (c'est à dire, pour un(e) célibataire, un revenu imposable mensuel d'environ 4 000 F. par mois) - un volet monétaire - avec une restriction du crédit à la consommation mais une liberté maintenue des prix et un volet social - avec une « modération » des revenus dont les modalités ne sont toujours pas fixées, et à la fin du remboursement des « risques mineurs » de santé. Par contre, les entreprises bénéficieraient d'une réduction de 5 % de la T.V.A pour financer leurs investissements.

Coucou, revoilà Pinay !

Voulez-vous une recette pour faire un bon plan d'austérité? Invitez donc à déjeuner Pinay. Quand De Gaulle lança son plan de stabilisation en 1958, il prit conseil auprès de Pinay. Quand Giscard ministre des finances - fit de même en 1963 il écouta Pinay. Quand Pompidou mit en route, toujours avec Giscard, le plan anti-inflation de 1972, il consulta Pinay. Et quand Giscard - président - décida de son plan de relance, en 1975, il tint comptes des avis de Pinay.

Et voilà que Pinay a déjeuné hier avec Barre. Faut dire qu'il s'y connait, question austérité, ce brave vieillard. En 1952, son plan avait



Barre et Pinay (AFP)

abouti à une baisse sensible de la consommation populaire et une hausse tout aussi sensible du chômage. Le résultat ? 2 millions de grévistes dans le secteur public au mois d'août 1953.

Barre devrait se méfier de Pinay!



Lors du conseil des ministres, le nouveau ministre du Travail, Beullac, a déclaré : « Les données mensuelles de l'emploi au 31 août confirment la tendance à la sta-

bilisation du marché de l'emploi qui s'est manifestée depuis 10 mois ».

Beullac ment. D'abord parce que chacun sait que les statistiques de chômage du mois d'août n'ont aucun intérêt puisque ce n'est pas dans cette période que les demandes d'emploi affluent. Par contre, si l'on étudie les statistiques officielles, on constate qu'en dix mois, le nombre d'inscrits à l'Agence pour l'Emploi est passé de 882 400 (septembre 1975) à 966 900 (juin 1975), soit une augmentation de près de 10%.

Ensuite, les statistiques de juin, et même de juillet font apparaître un net accroissement des premières demandes d'emploi, c'est à dire de l'apparition de nouveaux chômeurs : 225 300 en juillet contre 181 300 en janvier. La stabilisation du chômage est donc toute

Enfin, la crise de l'emploi persistant, il est évident que les chômeurs qui n'éprouvent pas le besoin de s'inscrire dans une agence a tendance à augmenter. Il faut donc chiffrer à au moins 1 300 000 le nombre de travailleurs encore actuellement privés d'emploi. Et rap-

peler qu'un sur deux ne touche aucune allocation. le plan d'austérité ne prévoit aucune mesure pour

redresser la situation de l'emploi...

Les patrons préfèrent augmenter les horaires plutôt que les effectifs

Selon des statistiques officielles de l'INSEE, la durée hebdomadaire du travail dans la métallurgie était de 41,7 heures au premier janvier 1976. Ce qui représentait, pour un effectif de 2 088 100 personnes employées dans le secteur, un total d'heures travaillées, en une semaine, de 87 073 770.

Le même chiffre, en juin 1976, atteignait 87 943 800. Soit, par semaine, 870 030 heures de travail supplémentaires. A raison de 40 heures légales de travail hebdomadaires, cela aurait donc permis, en six mois, l'embauche de 21 750 travailleurs.

En réalité, le patronat n'a augmenté ses effectifs que de 5 000 personnes, mais il a par contre, augmenté les horaires de 20 minutes par semaine.

Et ce, au moment où 86 700 travailleurs de la métallurgie sont inscrits à l'agence pour l'emploi. Quand Ceyrac dit: « Nous avons tout fait pour créer des emplois... », il ment !

CHIRAC:

« Barre n'a pas besoin de moi pour se casser la gueule. Giscard suffira. »

C'est dans ces termes que l'an- l'électorat gaulliste, mais une bonne cien premier ministre aurait, le 7 septembre, jugé les chances de son successeur. Selon Le Canard Enchainé d'hier, il aurait tenu ces propos dans une réunion discrète à laquelle participaient Tomasini, Garaud, Juillet et « quelques anciens de Matignon ». On y aurait discuté de l'avenir. Ce qu'en rapporte Le Canard confirme ce que nous disions hier: Chirac prépare la relève et tente de rassembler la piétaille gaulliste dans une perspective d'affrontement avec le mouvement ouvrier. Ce projet dépasse évidemment le domaine des simples ambitions personnelles. Il exprime l'incrédulité d'une partie de la bourgeoisie devant l'opération Barre-Giscard, ses angoisses devant la force du mouvement ouvrier français.

Le projet Chirac qui peut s'enraciner dans le désarroi de la base de l'UDR, vise plus haut selon les conrapportées par Le versations Canard. Juillet, l'émminence grise, aurait dit: « Vous devez apparaitre comme le recours musclé dont la majorité silencieuse a besoin », ce qui désigne à la fois la majorité de

part de celui des RI et des cen-

Pour ce faire, Chirac va s'appuyer sur une partie de l'appareil UDR et retourner à l'Assemblée, ce qui nécessite la démission de son suppléant actuellement en poste et des élections partielles en Coorèze. Il devrait ensuite entreprendre une tournée de meetings dans une trentaine de villes.

Quel écho peut rencontrer une telle initiative à l'UDR? Dans l'immédiat, il est difficile de juger. André Passeron dans Le Monde donne quelques indications. Selon lui, la remise en selle par Giscard des barons aurait été vécue comme une provocation. « Beaucoup d'élus ne cachent plus que leurs votes ne sauraient dépendre d'un quelconque appel à la discipline majoritaire ».

Les déclarations de Chirac interviennent dans un climat qu'il juge « tendu et désenchanté ». Et il est probable que beaucoup verront en l'ancien premier ministre l'ultime garant du salut.

J.Y.T.

Un sondage de l'Aurore

%, CA FAIT PAS LE COMPTE

Si les élections législatives avaient lieu dimanche prochain, 52% des français voteraient pour la gauche. C'est ce que révèle un sondage publié par l'Aurore. Les résultats se décomposent de la manière suivante

PS et Rad. de G: 33% PC: 17% RI :25% **UDR: 15%** Centristes:8%

Voilà qui éclaire plus d'un

FEMMES



Nicole Pasquier (AFP) Madame la déléguée: discrète!

Mlle Nicole Pasquier a été nommée par le Conseil des ministres du 15 septembre déléguée à la condition féminine. Docteur en médecine, diplomée en neuropsychologie, spécialisée en psychiatrie infantile, elle est attachée à l'hôpital Edouard Herriot à Lyon.

Elle était depuis 1974 déléguée régionale à la condition féminine pour la région Rhone-Alpes. A Lyon, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle a été « discrète ». Elle n'a rien fait. Que ce soit au sujet des luttes des prostituées, ou des nourrices, rien. Elle a reç u une fois la dirigeante des prostituées, Barbara, puis a installé son petit bureau cabinet à la préfecture où chacune pouvait lui écrire ses doléances : çà coûte rien, surtout quand çà ne donne rien !. Entre quelques représentations mondaines et des échanges avec des associations de femmes chrétiennes, Lyon a apprécié la discrétion de la déléguée de Mme Giroud.

A présent qu'elle doit poursuivre au niveau national l'application des cent une mesures préparées par Giroud dans son « projet pour les femmes de 1976 à 1981, les femmes travailleuses de France, après celles de Lyon, pourront apprécier à leur juste valeur les changements dans leurs vies d'opprimées-exploitées !

Nous suivrons pour notre part attentivement les initiatives de Mme Pasquier, et nous reviendrons de faç on plus approfondie sur les 101 propositions de Giroud dont l'application se fait étrangement at-

Jeanne Vandale

as exprimer ciaires

L'AFP communique que les 101 mesures pour les femmes présentées par Giroud au printemps dernier viennent d'être publiées par la Documentation Française: 31 quai Voltaire, Paris 7º. Pour 30 F. A

LES TROIS AFFAIRES DASSAULT

ROND POINT DES CHAMPS ELYSEES

déclarait que Marcel Dassault n'était pas « tout à fait blanc comme neige ». Le même jour le Front progressiste (gauilistes de gauche) et les Radicaux de gauche parlaient des « luttes de clans » que connaît aczuellement l'UDR.

Après les déclarations antérieures du PC et du PS c'est maintenant le groupe socialiste de lassemblée nationale qui demande l'ouverture d'une enquête parlementaire sur le groupe Dassault car la société aéronautique Marcel Dassault aurait utilisé des fonds importants à des fins qui ne correspondent pas exactement à la raison sociale des diverses firmes du groupe ».

D'autre part on a appris hier qu'une enquète fiscale était en cours depuis de longs mois sur les sociétés du groupe Dassault.

On n'est pas impunément l'un des grands mondiaux de l'aéronautique sans susciter de l'intérêt. Surtout lorsque l'on vit -grassement- des commandes fabuleuses de l'Etat en matériel militaire

Le malheur pour Marcel Dassault c'est qu'en ces temps d'austérité le poste « défense nationale », celui dont il vit, est le seul qui sera en

Mardi c'était Georges Séguy qui augmentation dans le prochain budjet. Cela promet quelques bénéfices supplémentaires alors qu'on demande aux travailleurs de se serrer la ceinture.

> Aussi lorsque «Le Point » révèle, et que le « Canard enchaîné » confirme, que les accusations de De Vathaire portent sur de la fraude fiscale, forcément, ca fait de l'émotion. Il y a en fait trois affaires DASSAULT.

> - La première, suscitée par les accusations de fraude fiscale accomplie avec la complicité de deux hauts fonctionnaires des finaces, est un peu le plat du jour de la 5ème République. Mais si cette affaire saute, cette fois, la barre de l'indifférence c'est que l'on parle beaucoup « d'économies » « justice fiscale », de « sacrifices » à répartir. Alors l'on se dit qu'un homme capable de débourser, sans sourciller ni porter plainte, 8 millions de francs doit avoir de bien puissants moyens. Avec lesquels il pourrait contribuer au redressement de l'économie.

> La deuxième affaire Dassault roule autour des règlements de compte à l'intérieur de la majorité. Certains ont tenté opportunément de se saisir du scandale pour éclabousser

Chirac. C'est probablement le sens des révélations du « Point » sur le financement par Dassault d'un journal UDR dont l'ancien premier ministre est le responsable. Qui est derrière la manœuvre ? Ponia jure ses grands dieux qu'il n'y est pour rien. Guichard suit de près toute l'affaire... Mais gageons que pas mal de monde est prêt à saper le petit destin national que Chirac tente de Cette histoire fabriquer. ressemble curieusement à l'affaire de la feuille d'impôts de Chaban. Attendons donc les prochaines fuites... Enfin la troisième affaire Dassault, la partie la plus immergée de l'iceberg, est celle qui éclairerait l'ensemble de l'affaire. Elle se résume en deux questions : qui a fait

On imagine difficilement que ce dernier ait consenti à payer 8 millions (et peut-être plus) pour récupérer le dossier dont la police possède aujourd'hui la synthèse et qui se résume à la description des manœuvres financières -à une échelle plus importante, certes- qui sont le lot quotidien d'une bonne gestion capitaliste. On imagine mal que ce soit ce dossier-là qui ait mobilisé l'importante personnalité qui a fait pression sur « France-Soir » pour qu'il ne sorte pas l'af-

chanter Dassault et avec quoi?

faire, ni celles qui se démènent pour récupérer ledit dossier.

A croire qu'il existe un second dossier beaucoup plus explosif. L'insistance avec laquelle Dassault couine que cette affaire n'a rien à voir avec l'aéronautique fait tout pour nous confirmer qu'elle n'est pas réductible à une affaire de fraude fiscale.

Georges Marion

notes politiques

Après un cambriolage douteux au siège du syndicat du Livre

Les sept cambrioleurs qui ont été arrétés dans la nuit de lundi à mardi, alors qu'ils tentaient de cambrioler les locaux du Syndicat de Livre CGT, Avenue Auguste Blanqui, étaient surveillés depuis quelques temps, a annoncé la Police Judiciaire.

Cela n'emêchera personne de penser que cette affaire n'a rien d'un banal cambriolage. L'objectif est en effet curieux. Le siège d'yn syndicat ouvrier n'est pas une succursale de la BNP. Et ce ne sont pas les « aveux » des cambrioleurs déclarant qu'ils pensaient trouver la recette de la fête de l'Humanité qui y changera quelque chose.

Le Comité Intersyndical du Livre Parisien a en tous cas émis des doutes Dans un communiqué paru mardi soir il déclare notamment: « Dans les circonstances actuelles(...) il n'est pas possible (...) d'admettre qu'il soit conclu. comme l'a fait le directeur de la PJ de la région parisienne et avant même que l'interrogatoire des bandits soit terminé, qu'il s'agisse d'une affaire de droit commun ».

ARMEE

QUAND BARRE CAUSE DE DEFENSE NATIONALE **TOUT LE MONDE RIGOLE**

A écouter Barre parler des problèmes de défense, l'autre jour, à l'Institut des Hautes Eudes de la Défense Nationale, on a l'impression d'entendre un bouffon répéter les pensées de son maître, pour amuser la galerie.

On se souvient que Giscard a joué, sur cette question comme sur tant d'autres, les équilibrsites. D'un côté il a affirmé son attachement aux grandes orientations gaullistes, de l'autre il a pris des mesures contradictoires avec ces orientations. Il entendait ainsi ménager les oppositions vives que son cours atlantiste provoquait dans la hiérarchie militaire et la majorité. Il affirmait la priorité stratégique de l'armement

programme centrée essentiellement sur la gestion des effectifs et l'amélioration des forces conventionnelles. Ce choix réel correspond d'ailleurs à une réorientation stratégique dans le cadre des nouveaux périls en Europe du Sud.

Aujourd'hui Barre répète ces ambiguités. Mais il ne convainct personne. Tout au plus fera-t-il rire dans les milieux chatouilleux sur les questions militaires. On sait que c'est un européen et qu'il ne croit pas un mot à ce qu'il dit. Il suffit pour s'en rendre compte d'évoquer les protestations qui commencent à prendre forme sur l'application de la loi programme votée au printemps

nucléaire, tout en proposant une loi dernier. On dit par exemple, dans les milieux bien informés, qu'à l'UDR, ca grogne sur l'augmentation de 8 milliards prévue en 77. Il faudrait un milliard et demi de plus.

En ces temps difficiels pour Barre-Giscard, cette question de budget militaire risque de faire vinaigre. D'une part l'actuel premier ministre n'est pas le mieux placé pour éviter de nouveaux grincements de dents dans la majorité; d'autre part, le plan d'austérité qui se prépare ne pourra pas justifier une nouvelle augmentation du budjet de défense. Voilà qui va verser de l'huile sur le feu allumé par les conflits internes à la majorité.

Dernière journée du procès du FLB

LA COUR SUIT LE RECUL **DU GOUVERNEMENT**

3 ans dont 8 et 10 mois fermes

« La cour de sûreté de l'Etat » « Présentez... armes »!

Pendant que les trois juges civils et d'un flanqués d'un colonel général entrent et s'installent, les six gardes républicains se mettent au garde-à-vous, mitraillettes braquées. La salle aussi est debout pendant que je rattache mon lacet qui se dénoue toujours à ce moment fatidique. « La séance est ouverte ». Tout le monde s'assoit. C'est par ce cérémonial que dépuis cinq jours débutent les séances du procès des autonomistes bretons.

Hier, la matinée était consacrée aux plaidoiries. Après celle de Yann sapiens. Il n'y a pas d'autres solu-Chouce avocat breton qui la veille avait présenté la situation bretonne dans son ensemble, c'est Me. Santonni, avocat corse, ayant plaidé les autonomistes corses devant la même cour, qui prit le premier la parole. Il symbolisait le désir des inculpés de sortir du simple cadre breton.

Mai tre Leclerc, parlant « en tant que français», devait brosser le tableau d'apocalypse d'une évolution technique au service unique « de l'argent et du capitalisme ». Des accents de Ferré lui jaillirent quand il hurla la mort. La mort des campagnes, de la nature sacrifiée sur l'autel du modernisme, dont on se demande s'il nous prépare une vie digne du plus mauvais des romans de fiction.

Il évoque ensuite l'emploi de la violence par les ouvriers, de tous les temps: « les revendications n'ont jamais abouti que par la violence. La lutte sociale des paysans bretons qui ont renversé des camions de lait et bloqué les rues a été payante ».

Rendant un vibrant hommage au Chili révolutionnaire M. Leclerc dit : « Lorsque notre camarade Allende crut changer les choses par les urnes on a vu ce qu'il en a coûté. La seule chose que l'on puisse regretter, c'est que les forces populaires n'étaient pas mieux armées. C'est dur à dire, mais la guerre civile vaut parfois mieux que le dérapage vers le fascisme ».

Reprenant très durement l'argument du président David, qui estimait que les autonomistes devaient négocier avec les partis de gauche venus les soutenir, déclara: « On forme un « homoélectoralis » qui succède à l'homo tions que de détruire l'Etat à plus ou moins long terme. Qu'on ne me dise pas que c'est un rêve. La République aussi était un rêve. Si l'on ne change pas de type de société, les mêmes problèmes se poseront demain au nouveau gouvernement ».

Et terminant : « lls (les accusés) ont lutté pour les hommes que nous sommes les uns et les autres, je ne penses pas que ca mérite condam-

Après une suspension de séance pour le repas, puis la lecture d'une lettre du sénateur Legrand de la Loire-atlantique, le tribunal entamait ses délibérations. Celles-ci durèrent une heure et demie. Enfin, le verdict était lu publiquement : Crochard et Corentin, 3 ans de prison dont 8 mois fermes: Loquet 3 ans de prison dont 10 mois fermes. Les peines de prison fermes étant couvertes par la détention préventive les inculpés ressortaient libres de la salle de la Cour de Sureté de l'Etat.

Jean-Gilbert du Cap

Dans l'Humanité

« LA QUESTION DU POUVOIR EST POSEE »!

Deux articles à relever dans L'Humanité d'hier

Un petit entrefilet d'abord sur la direction politique nationale du PSU (voir Rouge du mardi 14 septembre). Sans prendre position sur le fond, le commentateur souligne simplement que « Michel Mousel a indiqué que, dans les discussions engagées pour les municipales, il a trouvé un accueil favorable du PCF, tandis que le PS apparaissait plutôt réticent ». Le PC semblerait donc dispose, sans le dire expressément. à intégrer le PSU dans des listes communes de la gauche, sans doute pour éviter la constitution d'un pôle unitaire d'extrême-gauche à ces élections.

Mais surtout le titre de l'entrefilet « gouverner sous Giscard c'est capituler », repris de la résolution votée lors de cette DPN ne fait l'objet d'aucun commentaire. Pourquoi ne pas exprimer clairement soit un

accord, soit un désaccord avec une telle formule? Le PC voudrait-il se garder à gauche, tout en maintenant une position de fond pas très différente de celle du PS ? En effet, quand Georges Marchais dit:

« Giscard devra se soumettre ou se démettre », il envisage déja explicitement un compromis possible avec le Président

Dans le deuxième article, de Laurent Salini, intitulé « Giscard et les siens », on lit notamment : « La question du pouvoir est posée. Les

forces réactionnaires résistent mais reculent. La victoire démocratique est devenue possible ». On cherche une réponse concrète à ce bilan de faillite du régime. Mais on ne trouve qu'un appel au renforcement du parti et au développement de la « lutte populaire ». Mais, si « les forces réactionnaires reculent » les sondages le prouvent -, si « la question du pouvoir est posée », pourquoi, en bonne logique, ne pas réclamer des élections anticipées ? Et une fois la gauche majoritaire, chasser « Giscard et les siens »

ACHETEZ ROUGE **TOUS LES JOURS** DANS LE MEME KIOSQUE

Contre l'austérité

Préparer la contre-offensive

nitaires avec la CFDT en debut de ailleurs ses propres positions. emaine G. Seguv a annonce que out en renouvellant ses proposi ons d'action commune la CGT de cause à une « action inter professionnelle nationale « Cette fecision survient après quinze ours d'une polemique absurde dui s'est traduite par une passivite totale du mouvement syndical face à l'entree en fonc tion du gouvernement de Raymond Barre, Elle corrigera peut être avec retard, la desas treuse impression qui avait fait sur beaucoup de militants CGT le discours de rentrée de Seguy.

La direction de la CFDT se retrouve au pied du mur. La seule reponse qu'elle ait avancée jusqu'ici consiste à proposer des rencontres entre fédérations CGT et CFDT dans les premiers jours d'octobre pour discuter « d'objectifs concrets et négociables ». Comme si c'était branche par branche qu'on pouvait riposter à une attaque générale contre le pouvoir d'achat... comme s'il y avait deux sortes de revendications : les « objectifs anticapitalistes » qu'on avance dans les textes de congrès et les « objectifs concrets et négociables », qu'on défend comme on peut, dans la vie de tous les jours.

Aujourd'hui, plus que jamais, la question de l'unité est posée. Certes, les directions de la CGT et de la CFDT ont des divergences, déjà anciennes, sur la hiérarchie et d'autres problèmes. Mais face à une attaque d'envergure du patronat et du gouvernement, il de tradition, dans le mouvement ouvrier, de tout faire pour se mettre d'accord sur l'essentiel, pour réaliser l'unité sur le terrain, dans l'action. Quitte

Après l'echec des contacts à ce que chacun developpe par

La riposte unie des travailleurs au plan d'austerite de Barre et au super impôt est necessaire. Les avait décide d'appeler en tout état travailleurs ne comprendraient pas qu'il en soit autrement. Mais il faut aussi discuter du type de riposte à engager. La direction de la CGT parle de l'action nationale qu'elle est prète à mener en des termes fort generaux. On peut voir là une volonte de laisser la porte ouverte à une reconstitution d'un front syndical unitaire.

> Mais il faut être clair : c'est une attaque tous azimuts que prépare le jouvernement contre la classe ouvrière. De la sécurité sociale aux augmentations des taxes indirectes, l'offensive se déroulera sur tous les terrains. C'est donc à une contre-offensive unitaire et prolongée qu'il faut se préparer.

Engager dès maintenant l'ac tion avant la réunion du évidemment parlement est nécessaire. Mais il y a peu-d'illusions à se faire sur ce qui sortira de cette assemblée dominée par les élus de droite. On peut s'attendre sans doute à quelques remous dans l'UDR, mais il faudrait être naïf pour penser que, quelques soient ses divisions, la bourgeoisie renonce à mener une politique d'austérité contre les travailleurs. Il faut d'ores et déjà discuter de ce qui se fera après le vote d'un parlement dont tous les sondages montrent que « majorité » est déjà minoritaire dans le pays : discuter d'une plate-forme unitaire des travailleurs contre l'austérité, de l'organisation pratique du refus du super-impôt par les organisations syndicales, et enfin des moyens d'en finir avec ce gouvernement sans attendre 78.

Désaccords entre CGT et CFDT de la métallurgie

Dans un communiqué publié mardi soir, la fédération CFDT de la métallurgie fait part de « sa stupéfaction et son inquiétude » devant l'attitude de la fédération CGT qui aurait ajourné toutes les discussions en cours entre elles. D'après J. Chérèque, la FGM-CGT aurait avancé comme raison « l'impossibilité » des deux confédérations à se mettre d'accord sur une initiative spécifique par rapport à l'impôt sè cheresse

La FGM-CFDT dénonce ensuite les responsabilités de ceux qui, dans les centrales syndicales, prennent prétexte de divergences pour temporiser : « Autant il nous paraît grave de suspendre au plan confédéra! la relance nécessaire de l'action en la subordonnant à un accord préalable sur un aspect limité de la lutte contre l'austérité : « l'impôt sècheresse », aux modalités d'ailleurs inconnues ce jour, autant il nous paraît plus aberrant encore de remettre en cause pour cette raison le développement de l'action unitaire dans la métallurgie, rendue possible par l'accord des deux fédéra-

Pour terminer, la fédé CFDT lance un appel à l'unité d'action avec son homologue CGT. Unité qui s'impose mais chacun sent bien que c'est au niveau confédéral qu'il faut que des décisions soient prisent Les travailleurs les attendent.

Partout, en France...

Semaine d'action CGT-CFDT de l'habillement

Hier avaient lieu les manifestations marquant le temps fort de la semaine d'action CGT-CFDT des travailleurs de l'habillement. C'est dans toute la France que cette semaine d'action a été animée par les tramontre un rapide premier bilan de la fédération CGT.

Dans l'Isère, une manifestation eu lieu à la Tour du Pin. Sur le nord. des actions communes en direction cette entreprise.

de la chambre patronale régionale ont réuni les travailleuses de CIP, Desombre, BJ Douai, Lafont, Provin, Beaudeau, Somelys, Delesalle où des débrayages de 4 heures ont eu lieu. En Vendée Big Chief qui vient de reprendre le travail après une lutte longue a également débrayé. En Seine-Maritime à Rouen, Aunay Fortier a observé 4 heures de débrayage. Aujourd'hui Bayard à Lyon observera 2 H30 d'arrêt de travail avec dépôts de pétitions.

Ce matin à 10 H 30, les travailleurs de l'habillement, comme le vailleurs de Rhône-Poulenc textile avec leurs sections CFDT et CGT monteront à Paris au ministère du Travail pour une entrevue. Ce sont des travailleuses de Lou et Playtexa plusieurs centaines de licenciements qui sont en effet prononcés dans

Sécheresse

Le gouvernement évalue à 5,6 milliards les dégats

Les statistiques favorisent toujours les gros agriculteurs

Ainsi l'admistration a fixé à 5,6 milliards l'évaluation des dégâts causés par la sècheresse. La somme globale ramenée à la perte moyenne de revenus des agriculteurs représente une baisse de 9,4 % si l'on tient compte d'une inflation moyenne de 9,5 % (selon l'indice truqué de l'INSEE) et de la disparition de 2,7 % des exploitations agricoles. Les organisations agricoles estiment pour leur part les pertes de revenus à 8 milliards de francs.

Cependant, ce que cache pudiquement ces statistiques, c'est la disparité considérable entre les secteurs de production, et entre les catégories d'agriculteurs. Pour les céréaliers du Bassin Parisien, l'année ne sera pas mauvaise puisque la récolte ne connait qu'un léger recul (- 7 %) alors

que les prix montent de 15,2 % pour les céréales et de 120 % pour les pommes de terre. Les petits éleveurs de l'Ouest qui ont dû vendre en masse leur cheptel ne bénéficieront que de hausses ridicules : + 3 % pour les bovins. Ils devront de plus aborder l'année 1977 avec un cheptel entamé (donc moins de ressources).

Ainsi, une fois de plus les statistiques globales font le jeu des gros agriculteurs et masquent la misère grandissante des petits éleveurs.

Les représentants des salariés agricoles étaient présents à cette réunion des comptes de l'agriculture. Comme d'habitude ils sont restés absents des préoccupations du gouvernement et des organisations agricoles.

Quelle riposte avec les organisations ouvrières ?

Les syndicats ouvriers se sont opposés à ce que les travailleurs prennent en charge la solidarité avec les paysans victimes de la sécheresse. Inutile ici de revenir sur les divergences qui ont opposé la CFDT et la CGT sur la riposte à mener qui ont amené de fait à une paralysie face à une attaque frontale contre les travailleurs. Une question est cependant resté dans l'ombre. Pourquoi et comment les organisations ouvrières soutiendraient-elles les revendications des paysans?

Soutien aux petits et moyens paysans : tel est le thème qui a été repris par toutes les organisations syndicales. «Nous estimons que l'indemnisation doit bénéficier essentiellement aux petites et moyennes exploitations durement éprouvés et non aux gros possédants » a déclaré Georges Séguy à son meeting de rentrée. La CFDT a exprimé les mêmes positions en suggérant que les aides soient réparties sous le contrôle de comissions cantonales tripartites (organisations paysannes, ouvrières et administration.

Bergeron lui-même, - dont on connait les bonnes relations avec les notables de la FNSEA - y est allé de son couplet : « On doit exclure (de l'aide) ceux dont, comme les céréaliers et les betteraviers, les entreprises s'apparentent plus à l'industrie qu'à l'agriculture ».

Une plate-forme

Mais ces déclarations d'intention anti-capitalistes ne prennent tout leur poids que si l'on propose une plate-forme claire sur les revendications paysannes que pourraient soutenir les organisations ouvrières. Si veut exclure « l'agriculture capitaliste», pourquoi ne pas prendre position sur les revendications qui sont avancées notamment par Paysans-Travailleurs:

aide directe aux revenus pour assurer au moins le SMIC à chaque

décalage d'un an des prêts du Crédit Agricole

annulation des cotisations sociales et prise en charge par

contrôle sur les trafics sur les aliments du bétail Voilà des objectifs sur lesquelles organisations paysannes et ouv-

rières peuvent mener campagne.

Pour ce qui concerne la CFDT aucune démarche à notre connaissance n'a été entreprise vis-à-vis des organisations paysannes, à l'exception de la Fédération Générale de l'Agriculture, plus concernée qui a proposé une rencontre au MODEF et

à Paysans-Travailleurs. Quant à la CGT, elle affirme avoir proposé aus organisations agricoles, une concertations agricoles, une concertation « en vue dune initiacommune ». Cependant,

Paysans-Travailleurs n'a pas reç u de proposition officielle de la part de la confédération alors qu'on veut bien discuter avec les notables de la FN-SEA. Où est la position de classe dans tout ca? Un rassemblement sans principes de tous les mécontents? Certainement. Il n'en faut pas moins à la CFDT pour trouver là un beau prétexte pour ne rien faire et laisser isolées les organisations paysannes qui lient leur combat à celui de la classe ouvrière.

Des initiatives locales montrent, qu'une riposte commune est possible: ainsi dans l'Allier la CGT et la FDSEA appellent dans un communiqué, leurs structures syndicales à tous les niveau à prendre contact pour organiser l'action commune. D'autres exemples, à l'initiative de la base, existent, comme

cette distribution de poires aux grévistes de Dumas-Lartigue la semaine dernière dans le Lot-et-Garonne.

Nationalement, au prix d'une clarification nécessaire aui aurait de fait, exclu la direction de la FNSEA. était possible de proposer dans l'unité CGT-CFDT un accord avec les organisations (MODEF, Paysans-Travailleurs, MONATAR) qui ont rompu avec le syndicalisme des notables.

Le dispositif d'aide projeté, a toutes les chances de recueillir l'hostilité et la colère des petits paysans. Seul une alliance claire entre ouvriers et petits et moyens paysans peut créer les conditions d'une riposte massive si l'on ne veut pas laisser les paysans à leur desespoir.

Pierre Lopez

La FNSEA: un collaborateur zélé du gouvernement

La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) a la prétention d'être l'unique représentante des agriculteurs. Si elle recueille effectivement trois voix sur quatre des paysans lors des élections professionnelles aux Chambres d'Agriculture, il ne faut pas oublier, que c'est parce qu'elle constitue une impressionnante entreprise de service. Pour faire tenir ses comptes au Centre de Gestion, pour obtenir les conseils d'un technicien, pour aller négocier le prix des baux ou le montant de l'impôt cadastral, tout est beaucoup plus simple si l'on adhère à la FNSEA. Forte de cette confiance intéressée de la part d'une masse de petits paysans, la direction de la FN-SEA a toujours joué son rôle de collaborateur zélé du gouvernement. Pas de mesures gouvernementales sans consultation et accord préalable des Debatisse, président actuel, et consorts. Moyennant quoi, l'appareil des notables s'ingénie à contenir les réactions de la base.

C'est devant le caractère de collaboration ouverte du syndicalisme officiel, que de nombreux militants paysans s'en sont dégagés. Cela a commencé par MODEF (Mouvement de Défense de l'Exploitation Familiale), créé à l'initiative de militants du PC. Le mouvement a continué avec les Paysans-Travailleurs, constitués à partir de jeunes syndicalistes, qui ont mis en avant des revendications

sur le revenu du travail et non celui de « l'exploitation » (capitalcapital-machine). terre, s'accélére aujourd'hui avec la création en 1974 du Monatar (Mouvement National des Travailleurs Ruraux), qui veut rassembler tous ceux, qui vivent de leur travail à la campagne - y compris, les conseillers agricoles, les ouvriers des coopératives - et qui met aussi en avant le revenu du travail. C'est enfin le cas de ces syndicalistes de Savoie, qui sont sortis de la FD-SEA pour se regrouper dans une structure indépendante

Un « grand syndicat de gauche »?

Les organisations ouvrières auraient donc leur pendant dans la paysannerie, alternative de gauche au syndicalisme officiel? Cela n'est pas aussi simple, car les partis réformistes n'ont pas jusqu'à présent une perspective aussi claire.

Ainsi, une série de FDSEA (Fédérations Départementales) sont animées par des militants du PC (Le Lot-et-Garonne, par exemple) ou du PS (La Loire-Atlantique). On parle beaucoup dans les milieux syndicalistes paysans de la constitution d'un « grand syndicat de gauche », mais aucune des forces de l'Union de la Gauche n'a encore fait un pas dans ce sens.

Contrats salariaux UN ENJEU POLITIQUE

du gouvernement sera maintenue. C'est Barre qui l'a rappelé lundi soir. Cette décision était la seule possible pour le pouvoir. Dans une période difficile pour Giscard, le risque serait trop grand de s'attaquer à une politique qui, s'appuyant sur des forces syndicales significatives dans certains secteurs (FO, FEN), a contribué à amoindrir au printemps la riposte ouvrière face à l'offensive de Fourcade contre le pouvoir d'achat.

Comme le constatait le journal Les Echos, il était délicat de s'aliéner des organisations telles la CGC, la CFTCet bien sûr FO, « qui sont par ailleurs portées, à l'égard du gouvernement, à une certaine neutralité politique ». Chez les fonctionnaires en particulier, l'idée que « les contrats, c'est toujours ça de pris» est largement répandue. Surtout quand la CGT et la CFDT se sont avérées incapables de mener une lutte sérieuse pour arracher plus. Ce ne sont pas les « journées d'action » de cette année qui auront fait changer d'avis les travailleurs.

Ceci dit, se pose le problème de ce qui sera proposé dans les contrats. Barre doit faire attention. On se souvient des mouvements de grève dans la Fonction publique. Des mouvements de grève unitaire, organisés par l'ensemble des syndicats qui protestaient contre l'insuffisance des premières propositions gouver-Finalement, nementales. seules FO, la CFTC et la FEN avaient signé. Contrat refusé par la CGT et la CFDT. Non par principe car ces organisations ont signé de nombreux contrats depuis leur apparition en Mais parce qu'aujourd'hui les contrats ne garantissent même plus le

La politique contractuelle maintien du pouvoir d'achat.

Revenons sur le contrat Fonction Publique 76, signé en mars dernier. Basé sur le seul indice truqué de l'INSEE, il tablait sur une augmentation des prix de 8% pour cette année. On en est déjà, selon d'indice CGT, à 7,2% pour la période comprise entre janvier et juillet. Autant dire que le pouvoir va être obligé de meten application les fameuses « clauses sauvegarde ». Sans garantir pour autant ce pouvoir d'achat.

L'argumentation de la FEN se résumait à ceci : l'affrontement social est un piège tendu par le pouvoir. Pas de vagues jusqu'en 1978. Encore fallait-il, pour expliquer aux travailleurs cette signature, justifier de quelques minces avantages catégoriels. A la SNCF ce fut le grade T5.

Raymond Barre, comme le soulignait les Echos de mardi, « peut difficilement revenir sur une règle fondamentale du libéralisme avancé ». L'enieu est donc directement politique. Mais, dans son entretien télévisé, il a bien précisé qu'il n'était pas question de « surenchère par rapport aux années précédentes ». Autant dire qu'au mieux on garantira la « stabilité » mais en se basant sur les seules données officielles. Et pas pour toutes les catégories de salariés.

Il faut aussi signaler que l'indexation des salaires sur la hausse des prix risque de ne pas être garantie. En 76, les syndicats FO et FEN avaient hésité à signer un accord dans la Fonction publique qui était en retrait par rapport à celui approuvé en 1975.

Celui de l'année prochaine risque d'être encore plus défavorable.

Sylvain Matthieu

Sica-Sava

Contre les 400 licenciements

Organisées à l'initiative des sections CGT et CFDT de la Sica-Sava, des journées portes ouvertes ont eu lieu à l'usine de Challans. Elles ont regroupé 400 personnes dont de nombreuses délégations de boites. Elles ont permis de remettre en cause l'affirmation selon laquelle il y aurait trop de personnel. Elles ont aussi mis en évidence la dureté des conditions de travail. Bruit, 30 accidents de travail par mois dans la salle de découpage.

Le couperet

Parallèlement à cette initiative, une réunion du comité d'entreprise avait lieu. Le couperet est tombé. 400 licenciements sont prévus : 260 à Challans sur 540, 100 à Parthenay et 40 à Nieul-sur Argent. C'est aussi un démantèlement complet de l'usine, ce qu'ont toujours souhaité Unigrain et le Crédit agricole pour montrer l'indohérence du plan. Il

supprimer la salle d'abattage des dindes. Ce sont donc 6 500 dindes qu'il faudra vendre tous les jours et ensuite en racheter 5 000 pour faire foncitonner la salle de découpage.

Pour le plein emploi

A noter que le maire, le conseil municipal (RI) et les commercants de la ville ont signé une pétition s'opposant à tout licenciement. Il faudra le rappeler à ces messieurs quand l'occasion s'en présentera. Dans la boite, on attend avec appréhension les jours prochains. Le problème se pose de passer à un niveau supérieur.

Noius devons réaffirmer notre solidarité totale avec ceux de la Sica, contre le démantèlement, pour le plein emploi et les avantages acquis.

Correspondant

Parisien Libéré



200 travailleurs du Livre manifestent à l'Elysée

LA GUEULE DE L'EMPLOI

La situation de l'emploi n'est pas bonne, chacun le sait. Pourtant, souvent, on ne sait plus très bien comment chiffrer le désastre. Le gouvernement, fin juillet, indique 808 128 500, soit 320 000 de plus.

Même si l'on a tendance à croire davantage les chiffres du syndicat ouvrier qu'est la CGT que ceux du ministère giscardien, on est bien souvent en difficulté pour expliquer comment la CGT arrive à ces chiffres, et, plus ou moins consciemment, on se dit qu'il s'agit d'un chiffre gonflé artificiellement, à des fins propagan-

Il n'en est rien, le mode de calcul de la CGT correspond exactement à celui défini par le Bureau International du Travail (BIT), aux chiffres duquel se réfèrent des organismes internationaux aussi bourgeois que l'ONU et l'OCDE.

Ce mode de calcul est simple. Il s'agit de prendre en compte l'ensemble des travailleurs au chômage, en ne retenant que quatre critères :

- ne pas avoir d'emploi
- être en quête d'un travail rémunéré (et non artisanal ou commercial)
- être disponible (à même de travailler) immédiatement. - il n'est pas nécessaire que le chômeur ait occupé un emploi auparavant (ce qui est important en ce qui concerne les jeunes et les femmes)

Des chiffres restrictifs

Or les chirres livrés par le ministère sont beaucoup plus restrictifs : ne sont comptés comme demandeurs d'emplois que les chômeurs inscrits à l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), à l'exclusion qui plus est des bénéficiaires de la garantie de ressources (BGR, salariés licenciés après 60 ans) et de l'allocation spéciale du Fonds National de l'Emploi (FNE).

Pour obtenir un chiffre plus conforme à la réalité, la

CGT est donc fondée à :

1- multiplier la statistique du ministère par 1,28 pour tenir compte des chômeurs non inscrits à l'ANPE. 2- ajouter au résultat obtenu les bénéficiares des deux

Soit pour le mois de juillet (fin du mois) : (808,5 X 1,28) + 87 (milliers de BGR) + 6,6 1 128,5

1 million 128 500 chômeurs

Un sur douze

Au delà de la bataille de chiffres, ce qui est intéressant dans l'histoire, c'est que c'est à partir de deux chiffres « de base » ainsi obtenus que l'on peut obtenir des proportions.

Par exemple : le gouvernement déclare que 2/3 des chômeurs sont secourus, alors qu'en réalité seulement 560 000 recoivent une allocation, soit 45% environ, c'est à dire moins de la moitié.

Le gouvernement déclare : un chômeur sur huit touche 90% de son salaire antérieur. En réalité, il s'agit de un sur onze ou douze.

L'affaire est cousue de fil blanc : il s'agit tout à la fois de minimiser le chômage et son importance, et de surévaluer l'importance des efforts gouvernementaux pour aider les chômeurs. Tout ca pour désamorcer la prise de conscience des travailleurs privés d'emploi par l'anarchie du mode de production capitaliste. Ici l'on voit que les statistiques sont un sport de combat (de classes). Dans un prochain article on verra que les «'aides » aux chômeurs viennent des travailleurs euxmêmes, et non de la générosité du patronat ou du gouvernement.

Une manifestation organisée par le Syndicat du Livre CGT s'est déroulée hier en fin de matinée devant les grilles de l'Elysée et dans les rues avoisinantes. Deux barrages de gardiens de la paix et de gendarmes mobiles interdisaient l'accès du Palais de l'Elysée où se déroulait au même moment le conseil des

Environ deux cent travailleurs. dont de nombreux grévistes du Parisien Libéré, scandaient : « Toute la presse a signé, Amaury doit négocier », « Arrêter les procès », Halte à la répression » D. ans la rue du Faubourg St Honoré, trois banderoles ont été tendues, l'une de la Fédération française des travailleurs du Livre CGT, la seconde des cadres techniques du Livres et enfin une du personnel CGT du Figaro. En fin de manifestation, Roger Lancry, secrétaire du comité inter-syndical s'est adressé au rassemblement.

Devant le refus opposé par le Premier ministre et le ministre du travail de toute discussion sur le problème du Parisien Libéré, la CGT a annoncé son intention d'organiser une série de manifestations, dont celle-ci n'est que la première.

61 LICENCIEMENTS

La direction de la fabrique de briquets Ronson de Saint Julien en Genevois (Ain) a décidé d'arrêter la production et de licencier 61 personnes. Les trente employés restants seront affectés à des tâches administratives.

en lutte

POUTEAU-LAVAL: **ENCORE LE SUSPENSE**

Le tribunal de commerce de Rennes a donné un nouveau sursis à Pouteau en acceptant plan de redressement laissant toujours 1 700 salariés dans l'incertitude par rapport à leur emploi. A Laval les travailleurs ne plient pas les reins autant. Aujourd'hui assemblée générale à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT.

Correspondant

REPRISE DU TRAVAIL AUX ARDOISIERES D'ANGERS

Les ardoisièrs, après trois semaines de luttes, ont repris le mercredi matin. travail L'assemblée générale a hésité. Le patron a accepté d'avancer et d'améliorer quelque peu les échéances salariales, mais les revendications concernant la condition des rondisseurs dont la situation était à l'origine de la grève sont loin d'être satisfaites.

Correspondant

LICENCIEMENTS **COLLECTIFS A TOULON**

La Société générale d'entreprise de bâtiments et travaux publics de Toulon a procédé au licenciement collectif de ses 103 employés. La direction qui a déposé son bilan a invoqué des raisons d'ordre économique pour justifier cette déci-

AFP

LA FATALITE **REMISE EN QUESTION**

Depuis un mois les employés de l'usine Lartigues et Dumas à Auch occupent leur entreprise. Ils ont été avisés que la société devait fermer ses portes, du fait « d'un passif d'un milliard huit cents millions de centimes dans son bilan ». La direction a indiqué aux 285 personnes concernées que « le licenciement était inévitable.»

De plus face à l'occupation de l'usine, « sommation était faite de libérer les lieux dans les meilleurs délais.» Il y a quelques jours, à l'appel de la CGT, les ouvriers décidaient à la majorité de bloquer les chargements. La société, qui s'élève contre l'occupation de l'usine, a obtenu «l'assignation de neuf representants syndicaux » et a demandé « une mesure d'expulsion collective »

Un lecteur

• Chômage partiel: accord CNPF-syndicats

Le « plancher horaire » de l'indemnisation du chômage partiel sera porté de 7,90 F à 8,25 F à partir du 18 octobre. Puis à 8,40 F à partir du 20 décembre. Les deux syndicats CGT et CFDT partie prenante de l'accord l'ont déclaré positif, estimant que le patronat a « fait un pas de plus ». La CGT en a profité pour affirméer « qu'elle n'est pas pour la politique du tout ou rien, et qu'elle est prête à s'engager, dans la mesure où un accord est avantageux pour les salariés dont elle a la charge de défendre les intérêts ». Quant à FO, la CFTC et la CGC, ils ont également (comme d'habitude) signé le texte.

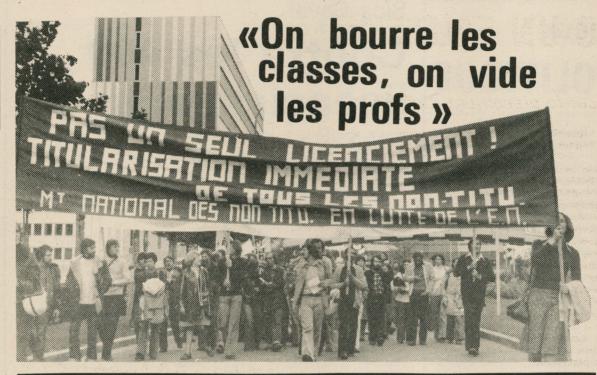
Manifestation des Non-Titulaires hier

Belle rentrée de classes dans la région parisienne : 4 200 des 6 500 maîtres auxiliaires qu'elle compte sont actuellement sans emploi. Pour leur titularisation et leur réemploi, les comités d'enseignants non-titulaires, le C.R.A.E.N., le Comité de Liaison et le Mouvement des Non-Titulaires, appelaient en commun hier à des manifestations unitaires de tous les comités et syndicats enseignants. Elles se sont déroulées devant les rectorats de Paris, Créteil et Versailles.

A Créteil, le cortège auquel participait le SGEN, a rassemblé près de 400 personnes. Il s'est dirigé vers le Rectorat, puis vers le CES voisin ou se nichait le Recteur. Ce dernier était protégé par un important contingent de vigiles. Finalement un sit-in a eu lieu à l'intérieur du Rectorat.

Sur les mêmes objectifs

Plusieurs établissements sont actuellement en grève sur les mêmes objectifs. C'est le cas du CES Romaind Rolland à Clichy-Sous-Bois, des trois CES de St. Denis, du CET Arago à Villeneuve St. Georges, du CES de Sevran et du Blan Mesnil, des CES Jean Vilar et Politzer de la Courneuve, d'un CET et de trois CES de Stains. Souvent ces grèves ont l'appui du SNES, du SGEN, du SNETP-CGT, et du SNETAA. Au lycée de Brunoy, la grève touche 34 des 35 enseignants, alors que les éffectifs sont de 40 à 45 élèves dans les classes de 1ère. En province, la Cité Technique de Saumur est en grève illimitée et le CES Paul Eluard de Gennes a obtenu par la grève la renomination d'un maître auxiliaire.



Un étudiant de Montpellier en appel

UN DIRECTEUR D'UER BIEN PARTICULIER

Montpellier: De notre correspondant

Bruno Eveillard, étudiant en psychologie à l'Université Paul Valéry de Montpellier, comparaît aujourd'hui devant la justice de cette ville. Il s'agit d'un procès « en appel » qui l'oppose au Docteur Savelli, psychiatre conseil de l'Espéliou, cet établissement où en février dernier mourrait une fillette à la suite de sévices infligés par le directeur, le « Père Fabre .

Très active, elle ne s'attaquait pas à la seule réforme du second cycle. En tionnaire ». effet, le directeur de l'UER de Psychologie n'était autre que le Dr Savelli, psychiatre conseil de l'Espéliou, celui là même qui couvrait les méthodes du Père Fabre (lire ci-contre). L'ensemble du mouvement étudiant et enseignant réclamait donc sa démission. En guise de riposte, le Dr Savelli trouva un prétexte : une bousculade dont il était la cause à la fin d'une assem-

Au printemps dernier, la grève blée générale. Bruno Eveillard qui du département de Psychologie de n'y est pour rien sera le bouc l'Université de Montpellier n'était émissaire : Savelli porte plainte conpas tout à fait comme les autres. tre lui pour « voies de fait, menaces et violences envers un fonc-

Le procès de Savelli

Le 17 juin dernier, deux mois après les « incidents », et alors que les examens se terminent, Bruno est arrêté. Qu'importent les arguties juridiques : il reste en prison préventive un mois et demi. les demandes de mise en liberté étant refusées au

nom de la loi « anti-casseurs » selon laquelle il n'est pourtant pas inculpé.

Vient enfin le procès. Les magistrats refuseront tout simplement d'entendre parler de l'Espélidou. Bruno est libéré, mais après un verdict scandaleux : un mois ferme et deux avec sursis. Il fait appel, voulant que son procès soit celui de l'Espélidou et du Dr Savelli. Les magistrats ne semblent pas l'entendre ainsi : l'appel est fixé en plein milieu des examens que passe actuellement Bruno. Quant à Savelli, il n'est toujours pas inculpé, malgré une demande en ce sens pour « non assistance à personne en danger » de l'avocat des parents de la fillette assassinée, qui est aussi celui de Bruno.

Université

LA RENTREE DU MAS

Le Mouvement d'Action Syndicale, organisation étudiante issue du MARC créée au printemps dernier et affirmant aujourd'hui 4 000 membres, a tenu, hier, 15 septembre, une conférence de presse de rentrée. Davydoff, secrétaire général, y a présenté les conclusions des travaux du Conseil National, réuni au début du mois.

Outre les examens de septembre, pour lesquels il demande « que soient abrogées toutes les décisions rectorales prises à l'encontre des Conseils d'Universités, et que tous les diplômes sans exception gardent leur valeur nationale », le MAS propose cinq « batailles de rentrée ». La première concerne les libertés syndicales. Alors qu'actuellement les syndicats étudiants sont des associations

régies par la loi de 1901, le MAS propose un projet d'amendement à la loi de 1884 reconnaissant le droit à l'organisation syndicale afin qu'y soient inclues les catégories « en situation de formation dans les établissements d'enseignement ».

Le deuxième axe touche à la situation matérielle des étudiants : les frais d'inscription ont augmenté de 30,9% en un an. Le MAS rappelle donc sa revendication de salaire étudiant. Viennent ensuite le chômage, puis les tentatives de démantèlement, en particulier à Nanterre, et enfin la situation critique des IUT. Au delà de ces obiectifs actualisés par la rentrée universitaire, il reste évidemment l'abrogation de la réforme du second cycle qui fut la raison de la grève étudiante du printemps der-

A la fin du mois d'octobre, des assises du Mas seront consacrées à l'organisation de la campagne du MAS dans les élections universitaires où il présentera des « délégués syndicaux » aux conseils d'UER et d'université. précèderont le Congrès National qui se tiendra à Lille les 26-27-28 novembre, et qui « aura pour but de définir plus précisément la pratique du MAS et sa plate-forme revendicative complète, en lien avec le projet socialiste autogestionnaire ».

L'affaire de l'Espelidou

L'Espélidou est un établissement de « l'association pour l'épanouissement des humains non raisonnants ». Le 16 février 1976, Isabelle y mourrait, étranglée par une camisole que lui avait mise de force le « Père Fabre ». Ce dernier, directeur de l'établissement, est un ancien aumônier d'Indochine dont la thérapeutique se limitait à la religion et au fouet. Il est aujourd'hui emprisonné, bien qu'il fut couvert par l'évêché et les notables de

la région. Ces méthodes (ainsi accrocher des kilos de vaisselle au cou d'une fillette, le cachot, les coups de fouet), le Dr Savelli, Psychiatre conseil de l'établissement ne pouvait les ignorer. D'autant plus que, médecin militaire en In-dochine, il connaissait de longue date le Père Fabre.

Savelli est un personnage important. Conseil de plusieurs Instituts Médicaux Pédagogiques, Directeur de l'UER de Psychologie jusqu'à sa récente démission, il est aussi chargé de cours de « psychiatrie criminelle » à la faculté de Droit et expert auprès des tribunaux! Ainsi, malgré sa mauvaise posture présente, ses appuis sont nombreux. On parle de ses liens avec la mairie (Républicains Indépendants) et les SAC, illustrés par le personnel assez particulier, semble-t-il, chargé d'arracher les affiches qui parlent de l'Espélidou.

ECHOS DE LA RENTREE

ECOLES BOURREES

A tous les niveaux de l'enseignement, on affiche souvent complet. Dans la région parisienne, près d'un millier d'enfants n'a pu encore être accueillis en maternelle. Les trois lycées du 13ème arrondissement de Paris refusent du monde. Les enseignants du lycée de Brunoy dans l'Essonne se sont mis en grève car les effectifs dépassent les 35 élèves par classe. Même situation au Lycée polyvalent de Mérignac où le personnel s'est mis en grève pour 24h. Record battu par le lycée Charles Despiau de Mont de Marsan qui, conçu pour 800 élèves, en a accueilli 5 740 cette année! Jusque dans les coins...

ECOLE DES PROMOTEURS

Dans certains endroits il n'y a pas d'école du tout. Ainsi à Fabrègues dans la banlieu de Montpellier, où les parents ont organisé une manifestation là où elle aurait dû être construite. A Othis en Seine et Marne, la situation est plus scnadaleuse. Un promoteur, Promogim, y a construit 1 200 pavillons, mais il s'est permis de ne pas réaliser les équipements collectifs prévus (et obligatoires). Les écoles sont donc insuffisantes ou inexistantes. Dans le quartier de Beaupré, 83 enfants de maternelle sont sur liste d'attente. Le maire, proche de l'UDR, a été assiégé dans l'école par les parents, et fut obligé de s'expliquer sur sa gestion. Les parents se sont rendus en masse à l'Inspection Académique de Melun et réclamenent : une «école en dur » financée à 100% par l'Etat, pas plus de 35 élèves par classe, et la création de postes budjétaires.

ECOLE DES PARENTS

de Montheries, en Haute-Marne, près de Chaumont, ont décidé de faire la classe, le poste d'instituteur du village ayant été supprimé à la suite d'une fusion de communes. Ils refusent d'envoyer leurs enfants dans le village voisin de... Colombey les Deux Eglises, et se relaient pour faire les cours.

ECOLE EN GREVE, ECOLE OCCUPEE

En grève à Toulon, au lycée Dumont d'Urville, le plus important: les 300 enseignants et agents protestent contre la suppression de postes. Tous les syndicats et les fédérations de parents soutiennent. Occupé à drancy en Seine St Denis par des parents qui réclament un instituteur supplémentaire. La section locale de la Fédération de Parents Cornec est à l'initiative.

Le syndicalisme chasse gardée?

Lors de la conférence de presse du MAS, une question fut posée sur « l'éventuelle adhésion » de militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire à ce syndicat étudiant. Une question sur laquelle Rouge reviendra, à laquelle Didier Davydoff et Antoine Bourre pour la direction du MAS ont répondu. Le premier affirma que c'était un « problème complexe » dont le conseil national avait débattu. « Nous nous battons, a-t-il précisé, contre toute ingérence extérieure d'où qu'elle vienne. La LCR nous pose un problème spécifique par sa pratique passée. Les liens du MAS avec la CFDT sont connus. La LCR n'a pas la même conception que nous de la liaison avec le mouvement ouvrier. Elle cherche plus la mise au pied du mur que des objectifs communs.» Antoine Bourre a déclaré de son côté : « il y a peu de points communs entre la pratique de la LCR, groupusculaire et minorisante et cellé du syndicat. Il n'est pas question de venir ju sein du syndicat pour en remettre en cause les bases.» En fin Didier Davydoff a précisé que jusqu'au prochain conseil national du MAS il y aurait un débat sur cette question, et ue « d'ici là, aucun militant de la LCR n'y

Aujourd'hui à Paris, procès contre un internement abusif

« DORT DANS UN FAUTEUIL» ...INTERNE!

A bas la loi de 1838 sur le placement d'office!

Ce jeudi, à 14h, va être jugée au tribunal administratif la plainte déposée par Paul Péguin pour internement illégal.

Ce procès s'inscrit dans la lutte que mène le Group Information Asile (1) en association avec d'autres groupes contre le placement d'office.

Le placement d'office est l'internement par autorité préfectorale de toute personne considérée comme portant atteinte par son comportement à « l'ordre public ou à la sûreté des personnes ». Le GIA a dénoncé plusieurs cas d'internement abusif (Affaires Lavable, Burmann, Bouchoucha, Blériot, Couture, etc.) Il tente par delà les cas d'espèce, une lutte collective sur le plan juridique qui aboutit plus largement à la remise en cause de la loi de 1938, datant de Louis-Philippe, qui régit encore la psychiâtrie française.

Cette loi réactionnaire est à abolir, aussi bien en ce qui concerne le placement d'office, que le placement dit « volontaire » qui est le placement sur la requête d'un tiers.

Les groupes qui luttent contre la loi de 1838 ont rédigé un document, la Charte des internés, dont l'article 1 exige : « La suppression du placement

d'office et du placement volontaire, et la suppression à Paris de l'infirmerie spéciale de la Préfecture de police, rue Cabanis à Paris IVe, qui matérialise la relation qui existe entre la pseudoscience psychiâtrique et l'instrument répressif qu'est la police.»

Les termes même du certificat du psychiatre de la préfecture internant Paul Péguin sont fingificatifs : « Paranoïaque délirant-multiples querelles de police-, menace et violence envers les voisins, ce qu'il nie, habite une loge de concierge, dort dans un fauteuil. A l'infirmerie psychiatrique, quérulence, interprétation, anxiété, vit isolé, doit être traité.»

• Le fou quérulent, c'est celui qui adresse des plaintes contre les gens en place, en l'occurence, les propriétaires.

Un conseil juridique quivit dans une loge de concierge et dort dans un fauteuil en raison de ses faibles revenus, c'est un déclassé, un a-normal.

M. Verdi

(1). ILe Groupe Information Asile publie « Psychiatrie enlutte » (trimestriel). 4 rue Nicolas Charlet Paris XVe



« On vous accuse d'avoir frappé un homme avec un couteau »

En décembre 1970, Paul Péguin alors âgé de 66 ans, habite une loge de concierge précédemment acquise par lui. Il exerce depuis 40 ans, le métier de conseiller juridique. Ses affaires sont plus particulièrement celles de la petitee co-propriété du quartier et de la défense des locataires. Il est ainsi amené à établir un grand nombre de surfaces corrigées. pour abaisser les loyers de ses clients. En 1968, il crée un Comité de Défense de la Copropriété dont il est élu président.

Le 12 décembre 1970, vers 19h. 30, Paul Péguin sort de chez lui. Un homme lui barre le passage . Paul Péguin parviendra à passer en bousculant ce « gêneur ». Dans la rue. quelques mètres plus loin, il est agressé par un homme jeune. Il défendra avec son trousseau de clés, appellera au secours et réussira à faire fuir son agresseur.

Le lundi suivant, sur le conseil d'un ami, avocat, Paul Péguin décide d'aller porter plainte au Commissariat de Police.

A 11h, il sort de chez lui. Cette fois, ce sont trois individus qui se ruent sur lui, lui passent les menottes, l'emmènent de force et sans explication.

Curieusement, ces trois agresseurs le mèneront précisément au Commissariat. Là, il sera enfermé pendant cing heures dans la cage grillagée. Personne ne l'intérrogera, et ses demandes quant au motif de son arrestation, resteront sans réponse.

Quatre accusateurs

La police consignera, dans ses procès verbaux, qu'elle agissait ainsi, sur les dires de quatre accusateurs:

Le premier n'est autre que l'individu qui lui avait barré le passage. Il dira à la Police, qu'il rendait visite à une amie habitant l'immeuble. Or cette amie possèdait, avec sa soeur, trois grands appartements qu'elles louaient meublés. Cette logeuse venait de prendre quatre jours avant l'arrestation de Paul Peguin, et pour la deuxième fois, un procès qu'elle avait engagé contre lui sur une question de co-propriété.

- Le second accusateur était un épicier, installé dans l'immeuble. Il venait de prendre quatre jours avant l'arrestation de M. Peguin, un procès qu'il avait engagé contre lui sur une question de co-propriété. C'est chez cet épicier que l'individu qui avait avait barré le passage à M. Pequin, était allé demander du secours, prétendant qu'il avait été menacé de mort et agressé.

-Le troisième accusateur, l'homme qui l'a agressé dans la rue, n'habitait pas l'immeuble. C'était un camionneur, qui faisait des livraisons chez l'épicier. Comme par hasard il se trouvait là, lorsque le deuxième accusateur viendra chercher de l'aide. Il déclarera à la police avoir été frappé par M. Péguin avec un couteau.

- Le quatième accusateur n'avait rien vu. La police enregistrera cependant sa déposition, dans laquelle il déclarait que Paul Péguin était un « malade mental ». Co-propriétaire de l'immeuble, il venait, lui aussi, de perdre pour la

deuxième fois, un procès qu'il avait attenté contre M. Péguin sur une affaire de co-propriété

Ce sont ces accusations mensongères qui permettront au Commissariat, de prendre la décision de transférer M. Péguin à l'Infirmerie de la Préfecture de Police

A l'Infirmerie de la Préfecture de Police

Là, il fut interrogé par le psychiatre du Service. Le psychiatre lui dit : « On vous accuse d'avoir frappé un homme avec un couteau ». M. Péguin lui dit, qu'il avait frappé un homme qui l'a agressé et qu'il s'était défendu non avec

couteau, mais avec ses clés. Ce fut là tout l'intérrogatoire. Et le psychiatre accoucha d'un diagnostic de folie furieuse.

C'est sur cette décision, qu'un sous ordre, chef de Service, qui avait la délégation de fignature du Préfet de Police, interna d'office M. Pequin.

La sortie... par voie de justice

Cinq jours après son internement à Ste. Anne, un ami avocat parvient à lui rendre visite, et lui conseilla de demander sa libération au Procureur de la République. Celui-ci, saisira le Tribunal, qui libérera M. Péguin sans conditions.

Or, M. Péguin n'était pourtant pas sorti d'affaire: La justice relayait la psychiatrie. Déclarant cette-fois M. Péguin responsable de ses actes, elle le poursuivit en justice pour coups et blessures volontaires avec armes, et le condamna à 15 jours de prișon avec sursis et 1 250 F d'amande. En appel, elle le relaxera.

Afin de réactualiser son affaire, M. Péguin, qui avait pris contact dans l'intervalle avec le GIA, a porté plainte pour internement illégal auprès du Tribunal Administratif. Son procès aura lieu aujourd'hui, au Tribunal Administratif de Paris (5, rue de Jouy, 4^r).

> D'après le dossier réalisé par le GIA

Divorce : neuf mois après la loi

Le divorce sur requête conjointe (2)

plus « innovateur » des divorces

Le divorce sur requète conjointe a été choisi par 40 % des couples en instance de divorce, pour le premier semestre de 1976 à Paris

Le divorce sur requète conjointe est une formule qui sous-entend un plein accord des époux tant sur les modalités que sur les motifs avant d'introduire la demande en instance. Ce divorce permet de ne prendre qu'un seul avocat, puisqu'il n'y a pas de conflit.

Dans le cas « idéal »

Avant d'aller voir le juge, les époux se mettent d'accord avec l'avocat sur tous les problèmes de répartition de biens et de garde des enfants s'il y en a.

Le dossier est ensuite présenté au juge qui a le pouvoir « de contrôler » qu'aucune des deux parties n'est lésée » etque « la sauvegarde tant matérielle que morale des enfants est assurée ».

Lorsque le juge a donné son accord de principe, les époux doivent vivre sur les principes qu'ils ont eux-mêmes définis. Quelques mois plus tard (de trois à six mois), le juge les reconvogue et examine à ce

Ils ont dit...

• Professeur Bouloc aux entretiens de Nanterre le 11 septembre 76

« En acceptant la loi sur l'avortement et le divorce, le législateur a entériné la dégradation des mœurs ».

UDR, . M. Foyer, l'Assemblée Nationale en mai

« La conception du mariage est remise en cause par la réforme du divorce... Lindividualisme débridé dont le projet participe est en train de conduire au suicide la nation française par dépopulation.»

n'est intervenu entre temps. Si les moment là, chacun sera obligé époux sont toujours d'accord pour divorcer sur les mêmes bases, le ne permet pas au premier avocat juge prononce a ce moment la le jugement de divorce définitif.

Pour la bourse, cette forme de divorce est avantageuse, puisque aux mille francs de frais judiciaires (frais de timbres, frais de procédure et de jugement) viennent s'ajouter les honoraires d'un seul avocat, partagé par les deux conjoints, ce qui tout de même peut dépasser les cinq mille francs selon la renommée de l'avocat. En tout : frais de justice, plus frais d'avocat : de 4000 F à 6000 F. Ça fait pas cher!!

Quand çà dérape...

Quand çà dérape et qu'en cours d'instance, les époux ne sont plus d'accord. les problèmes se corsent à vitesse grand V... S'il est impossible d'arriver à un nouvel accord, tout est à recommencer à zéro dans une autre forme de divorce. Ce sera le juge qui décidera alors des modalités, après avoir écouté les

moment là avec eux si aucun conflit arguments de chacun. Mais à ce d'avoir un avocat particulier. La loi contacté conjointement de prendre partie pour l'un ou l'autre des deux époux. Par conséquent, il est déssaisi de l'affaire.

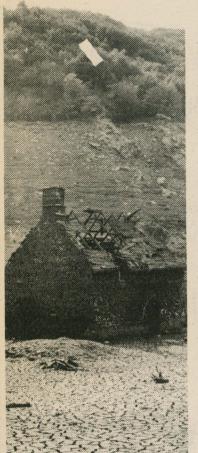
Bilan de l'opération c'est pas un avocat qu'il faudra payer mais trois! Plus deux fois les frais de procédure ! ! (4000 F à 6000 F multipliés par trois....).

La durée de la procédure sera d'autant plus longue que tout est à recommencer...

Quand deux époux se sont mis d'accord sur tout, peut encore intervenir le pouvoir exhorbitant de jugement des magistrats. Ceux-ci sans avoir à s'en expliquer peuvent refuser ou accepter le divorce, selon qu'ils estiment équitable ou non Laccord conclu entre les deux conjoints. Si cela se produit, çà signifie our les époux recommencer la procédure à zéro, etc.

Jeanne Vandale

J.G. du CAP Demain : le divorce sur demande



Débat autour du livre « qu'est-ce qui fait courir les autonomistes ? »

REGIONS ET AUTONOMIE REPRINE R

Nous avons reçu un courrier volumineux à prpos du débat ouvert par Paul Alliès dans le numéro de Rouge du 1er septembre sur les régions et l'autonomisme.

Après la réponse faite à ce texte par les deux auteurs de Qu'est ce qui fait courir les autonomistes? D. Chatelain et P. Tafani (voir Rouge N° 146) nous y revenons en publions deux lettres, l'une posant à propos de la Catalogne les questions du rapport de la langue avec le fait national, l'autre s'interrogeant sur les statuts différents des nationalités et des régions.

Nous reviendrons à ce débat avec la Corse et un nouveau texte de Paul Alliès. Toutes les nouvelles contributions seront les bienvenues.



LE FAIT NATIONAL CATALAN

En lisant l'article de Paul Alliès sur « Régions et autonomie » dans Rouge du 1° septembre, j'ai relevé une erreur de chronologie qui a di surprendre les lecteurs catalans : il dit « qu'une tentative (de reconstruction artificielle du catalan) fut conduite par Pompeu Fabra, grammatisant le catalan au moment même où Mistral relançait le provençal ».

Or Mireille fut publiée en 1859, le receuil poétique de Mistral date de 1876, en 1878 il publie « le trésor de Félicie » copieux lexique de la

langue d'oc.

Quant à Pompeu Fabra, éminent philologue catalan, il començ a son travail de normalisation du catalan en 1920, c'est l'Institut d'Estudis Catalans, crée en 1907 par des mécènes de la haute bourgeoisie catalane qui encourage Fabra.

Le souci de doter la langue de normes grammaticales faisant suite à une période littéraire très riche qui avait accompagné le réveil de la vie économique et politique catalane.

Mais il ne s'agit pas d'une reconstruction artificielle. Pour réfuter cette affirmation, il est nécessaire de recourir à l'histoire.

La trahison des clercs

La bourgeoisie catalane marchande, la plus puissante de l'époque tenait à cet instrument qui personnalise un peuple. Pendant duex siècles (du xi° au XIII°) le catalan lutte pour s'imposer contre le latin et surtout le provencal. Au XIV° siècle la langue suit le mouvement d'expansion de la Catalogne impériale. Poètes et penseurs catalans sont traduits et connus, le catalan colle au peuple.

Le déplacement de l'axe commercial de la Méditerranée vers l'Amérique porte un coup fatal à cette bourgeoisie. Ecartée par la Castille du commerce des Indes, elle périclite entrainant la chute de la littérature catalane.

Mais si les doctes catalans suivirent l'influence du Siècle d'Or des lettres castillanes, le peuple conservait sa langue. Les genres populaires furent le refuge de l'expression écrite pendant les deuc siècles de prostration. A plusieurs reprises ils furent interdits.

Quoiqu'altéré par l'influence des castillan, le catalan restait le seul instrument de pensée. De plus, la persécution dont elle était victime la chargeait de symboles. Rien d'étonnant que la « Renaissance » littéraire du XIXº siècle salue à travers la langue le retour de la liberté.

Les incidences de la révolution espagnole de 1868-1874, jointes à une nouvelle conjoncture économique, redrèssèrent l'industrie catalane.

De nouveau, la bourgeoisie fomente l'essor de la littérature. C'était la marque de sa réussite. Elle s'appuie surtout sur le catalan pour établir ses prérogatives. Le fait de créer, au début du siècle, une sorte d'académie de la langue n'a rien d'artificiel. Tous les Etats l'ont fait. Cela indique que la bourgeoisie catalane organisait son ordre. Car si, d'un côté elle stimulait les lettres, de l'autre elle créait ses structures politiques.

Le retour des clercs

La «renaissance» littéraire a précédé de peu le catalanisme, doctrine nationaliste de la bourgeoisie catalane. Groupée dans «l'Union catalaniste» la bourgeoisie vota en

1892, les bases dites de Mauresa qui sont l'essence de ses aspirations politiques. « La Catalogne deviendrait une région autonome avec un parlement. Seuls les catalans pourraient être fonctionnaire en Catalogne. La région autonome léverait ses impôts, elle aurait sa législation pénale et commerciale, sa justice et son ordre public ». Ce dernier serait maintenu par le Somateù, milice très réactionnaire, et par un corps similaire à la garde civile, mais catalan).

Tous les projets d'autonomie feront mention de l'ordre public. C'est que désormais, la bourgeoisie est confrontée à un mouvement ouvrier grandissant. Les deux centrales syndicales sont nées à Barcelone. La capitale connait des grandes manifestations ouvrières et des grèves générales.

Il s'agit bien pour la bourgeoisie catalane de mater les mouvements sociaux; défendre ses inté rêts particuliers, face aux intérêts des oligarques; défendre ses profits face à la lutte de classe. Et pour la bourgeoisie catalane n'hésita pas, en 1920, à donner carte blanche au gouverneur de Barcelone, Martinez Anido, pour liquider le mouvement syndical. Les meilleurs militants syndicalistes tombèrent, victimes de « ley de fugas », instituée par le « syndicat libre » de la police et des patrons catalans.

Sans oublier que les contradictions d'intérêts entre le pouvoir central, libre-échangiste en 1923, et ceux de la bourgeoisie catalane qui cherchait à protéger le marché intérieur, aboutirent au coup d'Etat de Primo de Rivera, ostensiblement appuyé par la bourgeoisie catalane.

Ainsi elle offrit aux centralistes le bâton pour se faire battre. C'est

dans mon souvenir toutes les humiliations qui s'ensuivirent pour notre langue.

Une langue aliénée ?

Ce rappel d'histoire pour dire que le catalaniste n'est pas la réhabilitation de la langue mais l'institutionnalisation du catalan comme langue de domination de la

bourgeoisie.

Le drapeau catalan est celui de l'union sacrée, de l'intégration sociale est aberrant que l'usage

d'aliénation. Si la classe ouvrière n'y prend pas garde, le catalan peut devenir un facteur de division, voire de conflit avec les nombreux immigrants espagnols. Le catalan est le support de la pensée et, comme tel, chaque catalan a le droit de posséder sa langue. Droit que les contradictions de la bourgeoisie lui arrachent souvent.

La réhabilitation du catalan passe donc par la destruction de la bourgeoisie.

J. Mart

(1) Drame de Frédéric Mistral

sociale. Il est aberrant que l'usage Les intertitres des deux letde sa propre langue comporte tant tres sont de la rédaction

Bretagne, Catalogne, Occitanie...

Quelles différences?

Quelques questions que je me pose, et vous pose, après la lecture du livre de Bensaïd (1), de la vieille brochure de P. Alliès (2), de Rouge.

Vous semblez faire une différence entre Bretagne, Pays Basque (français) et Catalogne (française) d'une part, auxquels vous accordez le statut de nationalité opprimée, et l'Occitanie d'autre part, réduite au rang de région.

Cette différence m'échappe, surtout en ce qui concerne la Bretagne. En quoi, si on se situe sur un terrain de la formation du capital et l'unification du marché, la position de la Bretagne est-elle différente de l'Occitanie ? En quoi la Bretagne, rattachée à la couronne française au XVe siècle, soit trois siècles avant la révolution, n'aurait-elle pas, comme l'Occitanie, participé à l'unification du marché ? Pensez-vous qu'au XVe siècle, étant fait, et la Bretagne étant alors effectivement extérieure au processus, elle peut maintenant et avec votre bénédiction revendiquer?

Agir maintenant

Quant au Pays Basque et à la Catalogne, le côté espagnol étant là pour leur conférer le statut de nation à part entière, ils le sont effectivement à vos yeux. Sinon, qu'est-ce qui les

différencie là encore de l'Occitanie ? La Catalogne a été annexée. pendant le règne de Louis XIV, le processus de formation et d'unification du marché est-il achevé ? En ce sens, les critiques des auteurs de Qu'est-ce qui fait courir les autonomistes ? me paraissent, à propos de la Corse, justifiées. Mais je ne partage pas leurs idées, je constate simplement que votre position est incohérente.

D'accord avec vous pour dire que l'Occitanie serasocialiste ou ne serapas. Mais alors qui, sinon vous, peut faire progresser l'idée occitane dans la classe ouvrière, afin qu'elle la prenne, elle, en charge? Que faites-vous pour un vêritable enseignement des langues minoritaires? Vous est-il arrivé quelques fois d'écrire un tract bilingue?

Voilà. J'attends des réponses concrètes, ne renvoyant pas à la lointaine perspective des Etats-Únis d'Europe, même si effectivement la question se pose dans ce cadre. C'est maintenant qu'il faut agir. La destruction de l'Etat et de la nation une et indivisible se prépare.

Un occitan révolutionnaire

du Lot

1- D. Bensaīd : « La Révolution et le Pouvoir » Ed. Stock 1976 2- P. Alliès : « L'Occitanie et la lutte des classes » Maspéro 1972



dans l'objectif

LA ROCHELLE

A la Maison de Quartier de Mireuil-La Rochelle, les samedi 18 et dimanche 19 on pourra s'initier aux arcanes de la vidéo et en savoir plus long sur les techniques télévisuelles de l'image et du son, ne jamais oublier le son.

Cela ne coûtera que 70 F pour les deux jours pour tous ceux qui ne sont ni chômeurs, ni apprentis, ni lycéens, ni bidasses, ni martiens. Pour ceux-là c'est encore moins cher. Il vaut mieux se renseigner dès aujourd'hui à la Maison de Quartier du Mireuil, 34-24-70.

Ceux qui arriveront le vendredi à 21 h pourront voir, pourvu qu'il leur reste 5 F en poche Mamma Roma de Pasolini

PARIS

La sortie du film de Dino Risi, Une Vie Difficile, dont nous avons parlé dans notre numéro de mercredi est retardée. Elle n'aura lieu que mercredi prochain dans un autre

circuit de salles que celui qui était initialement prévu.

Ce sont les exploitants de salles qui ont pris l'initiative de ce retard.

Rouge, lui, était comme d'habitude à la pointe de l'actualité.



2 140

Ventes Paris-Surface

Mardi 14 septembre

En hausse de 200 par rapport au chiffre de mardi dernier. Ce que laissait supposer le chiffre d'hier se confirme et nosu aurions donc 200 lecteurs supplémentaires sur Paris cette semaine. Mais 380 lecteurs d'hier ne sont pas des lecteurs d'aujourd'hui. S'ils l'étaient nous arriverions seulement presque au chiffre d'avant les vacances

Une lettre parmi les nombreuses qui arrivent depuis que la campagne « Objectif 77 » est ouverte. Lettres de lecteurs, lettres de sympathisants, elles sont la confirmation de la possibilité qui existe de transformer en profondeur les rapports entre Rouge et ceux qui l'achètent. Un lecteur « ordinaire », c'est un lecteur qui peste, qui critique, qui est content, mécontent et qui l'écrit. Il s'intéresse aussi à la diffusion, à la situation financière, souscrit et s'étonne quand il relève des apathies, des indifférences. Il a besoin de Rouge et il le dit. Il dit même de quel Rouge il a besoin.

Et Rouge a besoin de lui.

« ORDINAIRE » LECTEUR

«Le 13 septembre

La campagne annoncée me sem ble après 5 jours bien décevante, d'abord parce que elle est essentiellement volontariste : « il nous faut tant de lecteurs ou de fric, vous de-

Les chiffres que vous donnez montrent un effritement constant des ventes depuis la parution et cela même avant les vacances. Aussi plutôt que de répéter sur le mode incantatoire : il faut 3 ou 4 000 lecteurs à Paris-surface, me paraît-il préférable de se demander

pourquoi n'avons-nous pas pu conserver les 1 000 à 1 500 lecteurs qui au départ se sont intéressés à

2) comment les reconquérir et acqué rir de nouveaux lecteurs ?

C'est dire qu'il faut poser la question du contenu du journal : fond

C'est dire qu'il faut poser du contenu du journal : fond et forme.

A ce sujet, d'abord un reproche qui concerne d'ailleurs un défaut que vous avez percu : le journal donne trop souvent l'impression de bricolage tant sur le plan de la forme que sur le fond. On s'imagine bien l'équipe se frottant les mains parce que le tour de force de boucler dans les temps a réussi une fois de plus, et tant pis si la ligne n'est pas claire, s'il y a un nombre invraisemblable de « coquilles » et même quelques pages ou passages illisibles.

Eh bien à tout çà il faut dire non! Si Rouge ne peut comi la discipline de ses militants ou sympathisants, ses jours sont mesurés. Il lui faut donc pouvoir compter sur des lecteurs « ordinaires ». Le drame est que pour cela Rouge doit être, à la fois, un journal ordinaire et un journal différent.

Un journal ordinaire, c'est-à-dire que le lecteur doit pouvoir trouver dans Rouge tout ce qu'un autre quotidien « normal » lui apporterait. Ceci est surtout important pour la clientèle modeste qui ne peut envisager d'acheter 2 quotidiens. Un journal différent, parce que, tout de même, acheter Rouge suppose un choix. Si on l'achète c'est parce qu'on cherche autre chose dans le contenu et dans le ton. Sur ce plan aussi il reste beaucoup à faire. Bien des informations semblent de seconde main, resucées de l'Huma ou du Monde, et le ton, la présentation sont souvent des plus conventionnels, que la mode vienne des « grands journaux » ou de « l'intelligentsia » marginale.

La principale qualité que devrait avoir un journal révolutionnaire, c'est d'être pédagogique, d'éduquer ses lecteurs. Ce n'est pas toujours le cas pour Rouge où les explications restent souvent floues. Exemple : la sècheresse. Vous proposez, comme le PCF, à qui vous reprochez de ne rien proposer de sérieux, l'impôt des super-bénéfices de la sècheresse et d'une manière générales la taxation des bénéfices cachés des gros monopoles. Fort bien, mais comment?

Sans doute le savez-vous, comme vous savez aussi vous y retrouver dans les dissimilations des bénéfices. « cash-flow » et autres...mais nous, pauvres fantassins, nous restons le bec dans l'eau.

Autre exemple: la campagne « Objectif 77 ». Les chiffres n'y manquent pas, direz-vous. Certes, mais comme ils sont bruts et ne peuvent être comparés à d'autres, ils sont

ANCIEN TOTAL 20 441,00

La « ligne ». On a assez reproché à la Ligue sondogmatisme pour qu'on ne se félicite pas tous les jours de voir que Rouge sait éviter le style pompier et la raideur des donneurs de leçons. Mais..., mais est-ce une raison pour s'adonner au laxisme et à l'à peu près idéologique et laisser la rédaction virer au gré de la dernière mode des intellectuels petits-bourgeois parisiens. Sur la condition féminine, par exemple et notamment à propos du viol, il s'est écrit des choses délirantes. En tout cas bien éloignées de la situation vécue par le plus grand nombre de femmes et d'hommes de ce pays.

De même la rubrique culturelle fait la part belle à toutes les avantgardes qui ne sont accessibles (financièrement et géographiquement) qu'à une minorité et néglige les moyens culturels à la disposition de tous : radios et télé. Sans doute est-ce plus difficile et plus ingrat d'essayer d'apprendre aux gens un usage différent de ces moyens que le pouvoir accapare en toute tranquilité.

Foin des vérités toutes faites, des clichés rebattus, il nous faut mettre l'imagination aux commandes de Rouge et savoir nous montrer exigeants envers nous-mêmes.

L'extrême-gauche est en plein marasme et elle y est pour longtemps si elle n'est pas capable d'inventer à nouveœu comme en 68 et de montrer la voie d'une nouvelle vie.

Ne nous laissons pas culpabiliser et engluer par des modes éphémères, expressions de classes qui nous lacheront dès que commencera. l'affrontement décisif entre privilégiés et exploités.



Diffuseurs Lille	300.00
S.P. INRA	100.00
R.P. Lons le Saulnier	1 000,00
Sympathisant lycées	
versailles au maigre budjet .	10,00
Sympathisatn Brestois	500.00
A.B. Nice	200,00
R.P	50,00
B.J. P. Monfort L'Amaury	50.00
F.B. Montpellier	100,00
Une lectrice Orléans	50,00
Michèle Orthophoniste	
Nantes	100,00
G.M. Crozon	240,00
B.A Axi	400.00

Diffuseurs Bayonne 260,00
Diffuseurs Albi, Castres 200,00
V.S. Sainte Colombe
The Teh et Loulou
Diffuseurs Poitiers
Un ouviers du bâtiment
qui veut que Rouge
continuue 30,00
Michèle B, déléguée syndicale,
secrétaire cellule PCF, ppositionnelle au
22° congrès,;;?è-je reste au PC 35,00
Sympathisans Albi
Sympathisants
meeting ChiliBordeaux 200,00
Une enseignante Bordeaux 50,00
NOUVEAU TOTAL 25 266,00

télévision JEUDI 16 SEPTEMBRE

TF 1

12.15 Réponse à tout

12.30 Midi première

13.00 Journal

14.00 TV Régionale 14.15 Objectif santé

18.05 A la bonne heure

18.35 Pour les jeunes 19.00 Chasser en France

19.20 Actualités régionales

19.45 Les partis politiques Le parti radical dans la majorité. Une goutte d'eau dans

20.00 Journal

20.30 Faits divers

21.30 Portrait de Jacques Chirac

22.20 Sports : les meilleurs moments de la coupe d'Europe de

22.40 Allons au cinéma

22.50 Journal

A2

13.35 TV Régionale

13.50 Chanteurs et musiciens des rues

14.05 Aujourd'hui madame 15.05 Mission impossible

16.05 Aujourd'hui magazine 18.05 Fenêtre sur... les livres et l'histoire

18.35 Le palmarès des enfants 18.45 Flash d'information

18.55 Des chiffres et des lettres

19.20 Actualités régionales 19.40 Chacun chez soi

20.00 Journal

20.30 QB VII

Première partie d'un film TV-fleuve américain en trois par ties. Réalisé par Tom Gries, d'après un roman de Léon Uris (auteur d'Exodus). QB VII, c'est le nom de la cour devant laquelle le médecin Adam Kelno attaque le romancier Abraham Cady en diffamation. Atravers le passé et le présent du médecin, à travers la confrontation du réel et du romanesque, c'est une investigation de l'histoire et de la conscience que nous propose ce film.

21.50 Portrait de Sylvia Kristel

22.15 Juke box

Avec Jethro Tull qui a dû prendre un abonnement à cette émission. Du rock et rien, mais vraiment rien d'autre.

23.15 Journal

FR3

18.45 Pour la jeunesse

19.05 Magazines régionaux 19.20 Actualités régionales

19.40 Tribune libre

L'Union des athées. Homélies d'hommes libres qui ont pour religion de ne pas en avoir 19.55 Flash journal

20MPO Les jeux de vingt heures

20.30 Cycle Henry King La colline de l'adieu : un de ces « mélodrames sublimes » qui ont quand même vieilli. D'après le roman autobiographique de Han Suyin.

22.10 Journal

RADIO JEUDI 16 SEPTEMBRE

France Musique MF 12.10 Jazz classique: Chuck Berry Boartok, Haydn, Conversation souterraine:

Sockhausen. 23.00 « Bourges 1976 » : musique électro-acoustique

24.00 Musique traditionnelle italienne

France Culture MF

11.02 Recherche musicale: Bayle, Parmegiani, Reibel,

BULLETIN D'ABONNEMENT

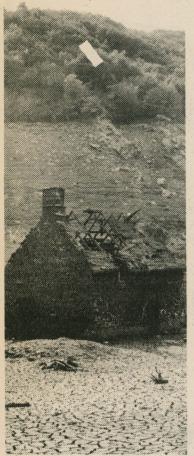
et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abor. PRENOM. ADRESSE: RUE ... VILLE.... CODE POSTAL..... TARIF (encadrer la mention utile) NORMAL COLLECTIVITES **ETRANGER** 1 AN 300 F 6 MOIS 150 F 3 MOIS 80 F 130 F

Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier

 Le chèque, barré, est à l'ordre de Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.

- Pour :les plis fermés et l'envoi par avion écrire au jour-- Pour tout changement d'adresse, réabonnement, in-

terruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres. - Pour toute correspondance, joindre une bande d'abon-



Débat autour du livre « qu'est-ce qui fait courir les autonomistes?»

REGIONS ET AUTONOMIE SEMBINE SERVES

Nous avons reçu un courrier volumineux à prpos du débat ouvert par Paul Alliès dans le numéro de Rouge du 1er septembre sur les régions et

Après la réponse faite à ce texte par les deux auteurs de Qu'est ce qui fait courir les autonomistes? D. Chatelain et P. Tafani (voir Rouge Nº 146) nous y revenons en publions deux lettres, l'une posant à propos de la Catalogne les questions du rapport de la langue avec le fait national, l'autre s'interrogeant sur les statuts différents des nationalités et des régions.

Nous reviendrons à ce débat avec la Corse et un nouveau texte de Paul Alliès. Toutes les nouvelles contributions seront les bienvenues.



LE FAIT NATIONAL CATALAN

En lisant l'article de Paul Alliès sur « Régions et autonomie » dans Rouge du 1° septembre, j'ai relevé une erreur de chronologie qui a dû surprendre les lecteurs catalans : il dit « qu'une tentative (de reconstruction artificielle du catalan) fut conduite par Pompeu Fabra, grammatisant le catalan au moment même où Mistral relançait le provencal ».

Or Mireille fut publiée en 1859, le receuil poétique de Mistral date de 1876, en 1878 il publie « le trésor de Félicie » copieux lexique de la langue d'oc.

Quant à Pompeu Fabra, éminent philologue catalan, il comença son travail de normalisation du catalan en 1920, c'est l'Institut d'Estudis Catalans, crée en 1907 par des mécènes de la haute bourgeoisie catalane qui encourage Fabra.

Le souci de doter la langue de normes grammaticales faisant suite à une période littéraire très riche qui avait accompagné le réveil de la vie économique et politique catalane.

Mais il ne s'agit pas d'une reconstruction artificielle. Pour réfuter cette affirmation, il est nécessaire de recourir à l'histoire.

La trahison des clercs

La bourgeoisie catalane marchande, la plus puissante de l'époque tenait à cet instrument qui personnalise un peuple. duex siècles (du xiº au XIIIº) le catalan lutte pour s'imposer contre le latin et surtout le provencal. Au XIV° siècle la langue suit le mouvement d'expansion de la Catalogne impériale. Poètes et penseurs catalans sont traduits et connus, le catalan

Le déplacement de l'axe commercial de la Méditerranée vers l'Amérique porte un coup fatal à cette bourgeoisie. Ecartée par la Castille du commerce des Indes, elle périclite entrainant la chute de la littérature catalane.

Mais si les doctes catalans suivirent l'influence du Siècle d'Or des lettres castillanes, le peuple conservait sa langue. Les genres populaires furent le refuge de l'expression écrite pendant les deuc siècles de prostration. A plusieurs reprises ils furent interdits.

Quoiqu'altéré par l'influence des castillan, le catalan restait le seul instrument de pensée. De plus, la persécution dont elle était victime la chargeait de symboles. Rien d'étonnant que la « Renaissance » littéraire du XIXº siècle salue à travers la langue le retour de la liberté.

Les incidences de la révolution espagnole de 1868-1874, jointes à une nouvelle conjoncture économique, redrèssèrent l'industrie catalane

De nouveau, la bourgeoisie fomente l'essor de la littérature. C'était la marque de sa réussite. Elle s'appuie surtout sur le catalan pour établir ses prérogatives. Le fait de créer, au début du siècle, une sorte d'académie de la langue n'a rien d'artificiel. Tous les Etats l'ont fait. Cela indique que la bourgeoisie catalane organisait son ordre. Car si, d'un côté elle stimulait les lettres, de l'autre elle creait ses politiques

Le retour des clercs

La « renaissance » littéraire a précédé de peu le catalanisme, doctrine nationaliste de la bourgeoisie catalane. Groupée dans «l'Union catalaniste », la bourgeoisie vota, en

1892, les bases dites de Mauresa qui sont l'essence de ses aspirations politiques. « La Catalogne deviendrait une région autonome avec un parlement. Seuls les catalans pourraient être fonctionnaire en Catalogne. La région autonome léverait ses impôts, elle aurait sa législation pénale et commerciale, sa justice et son ordre public ». Ce dernier serait maintenu par le Somateù, milice très réactionnaire, et par un corps similaire à la garde civile, mais catalan).

Tous les projets d'autonomie feront mention de l'ordre public. C'est que désormais, la bourgeoisie est confrontée à un mouvement ouvrier grandissant. Les deux centrales syndicales sont nées à Barcelone. La capitale connait des grandes manifestations ouvrières et des grèves générales.

Il s'agit bien pour la bourgeoisie catalane de mater les mouvements sociaux : défendre ses inté rêts particuliers, face aux intérêts des oligarques: défendre ses profits face à la lutte de classe. Et pour la bourgeoisie catalane cela. n'hésita pas, en 1920, à donner carte blanche au gouverneur de Barcelone, Martinez Anido, pour liquider le mouvement syndical. Les meilleurs militants syndicalistes tombèrent, victimes de «lev de fugas », instituée par le « syndicat libre » de la police et des patrons catalans.

Sans oubli dictions d'intérêts entre le pouvoir central, libre-échangiste en 1923, et ceux de la bourgeoisie catalane qui cherchait à protéger le marché intérieur, aboutirent au coup d'Etat de Primo de Rivera, ostensiblement appuyé par la bourgeoisie catalane.

Ainsi elle offrit aux centralistes le bâton pour se faire battre. C'est

dans mon souvenir toutes les humiliations qui s'ensuivirent pour notre

Une langue aliénée ?

Ce rappel d'histoire pour dire que le catalaniste n'est pas la réhabilitation de la langue mais l'institutionnalisation du catalan comme langue de domination de la bourgeoisie.

Le drapeau catalan est celui de sacrée, de l'intégration sociale. Il est aberrant que l'usage Les intertitres des deux letde sa propre langue comporte tant tres sont de la rédaction

d'aliénation. Si la classe ouvrière n'v prend pas garde, le catalan peut devenir un facteur de division, voire de conflit avec les nombreux immigrants espagnols. Le catalan est le support de la pensée et, comme tel, chaque catalan a le droit de posséder sa langue. Droit que les contradictions de la bourgeoisie lui arrachent souvent.

La réhabilitation du catalan passe donc par la destruction de la bourgeoisie.

J. Marti

(1) Drame de Frédéric Mistral

Bretagne, Catalogne, Occitanie...

Quelques questions que je me pose, et vous pose, après la lecture du livre de Bensaïd (1), de la vieille brochure de P. Alliès (2), de Rouge.

Vous semblez faire une différence entre Bretagne, Pays Basque (français) et Catalogne (française) d'une part, auxquels vous accordez le statut de nationalité opprimée, et l'Occitanie d'autre part, réduite au rang de

Cette différence m'échappe, surtout en ce qui concerne la Bretagne. En quoi, si on se situe sur un terrain de la formation du capital et l'unification du marché, la position de la Bretagne est-elle différente de l'Occitanie ? En quoi la Bretagne, rattachée à la couronne française au XVe siècle, soit trois siècles avant la révolution, n'aurait-elle pas, comme l'Occitanie, participé à l'unification du marché ? Pensez-vous qu'au XVe siècle, étant fait, et la Bretagne étant alors effectivement extérieure au processus, elle peut maintenant et avec votre bénédiction revendiquer?

Agir maintenant

Quant au Pays Basque et à la Catalogne, le côté espagnol étant là pour leur conférer le statut de nation à part entière, ils le sont effectivement à vos yeux. Sinon, qu'est-ce qui les différencie là encore de l'Occitanie ? La Catalogne a été annexée. pendant le règne de Louis XIV, le processus de formation et d'unification du marché est-il achevé ? En ce sens, les critiques des auteurs de Qu'est-ce qui fait courir les autonomistes ? me paraissent, à propos de la Corse, justifiées. Mais je ne partage pas leurs idées, je constate simplement que votre position est incohérente

D'accord avec vous pour dire que l'Occitanie serasocialiste ou ne serapas. Mais alors qui, sinon vous, peut faire progresser l'idée occitane dans la classe ouvrière, afin qu'elle la prenne, elle, en charge? Que faites-vous pour cela ? Que faites-vous pour lutter pour un véritable enseignement des langues minoritaires ? Vous est-il arrivé quelques fois d'écrire un tract bilingue ?

Voilà. J'attends des réponses concrètes, ne renvoyant pas à la Igintaine perspective des Etats-Unis d'Europe, même si effectivement la question se pose dans ce cadre. C'est maintenant qu'il faut agir. La destruction de l'Etat et de la nation une et indivisible se prépare.

> Un occitan révolutionnaire du Lot

1- D. Bensaîd: « La Révolution et le Pouvoir » Ed. Stock 1976 2- P. Alliès: « L'Occitanie et la lutte des classes » Maspéro 1972

